N° 52
7e Année

Défense de l'Occident

AVRIL
1958

Revue mensuelle politique et littéraire

SOMMAIRE

LES IDÉES ET LES FAITS.

— Maurice BARDÈCHE : Ni le Système, ni De Gaulle 3
— Ahmed DJEBBOUR : Déclaration électorale 8
— Pierre HOFSTETTER : Le Sud dit « Jamais ! » 15
— Georges OLLIVIER : Diem, dictateur du Sud Viet-Nam .. 22
— Pierre FONTAINE : En Algérie après l'anesthésie 27

ÉTUDES.

— Jean LORIN : Le drame ignoré des Dardanelles 33
— Elie DELOCHES : L'impératif pétrolier s'affirme pour les pays libres 42

CHRONIQUES.

— Chronique du mois (J. POILLOT) 45
— Notes de l'Huissier sans chaîne 52

LES LIVRES DU MOIS 59
Thierry Maulnier : « La révolution du XXe siècle ». — Edmond Michelet : « Contre la guerre civile ». — François Mitterand : « Présence française et abandon ». — Georges Ollivier : « La tradition monarchique en France et en Angleterre ». — Bryon Barron : « Inside the State Department ».

A PROPOS de « Carnaval des dieux » et « Le bal des maudits ». Bernard VORGE : L'engrenage 69

LETTRE D'ALGÉRIE, de Yves Jeanne 78

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, 51, rue de la Harpe, Paris (5e) (Bureau de la Librairie Française).

CORRESPONDANT RESPONSABLE EN BELGIQUE : M. Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles.

CORRESPONDANT A ALGER : M. Yves Jeanne, 8e Groupe, Bt C., boulevard Lutaud, Alger.

Abonnement. — 1 an : 1.200 fr. ; Etranger : 1 an : 1.400 fr.
Soutien : 3.000 fr. — Propagande : 5.000 fr.
C. C. P. : 2182-19 PARIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DÉFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N° .....

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

.....

Signature

Abonnements. — **1 an : 1.200 fr.**

Etranger : 1 an : 1.400 fr.

Soutien : 3.000 fr.; propagande : 5.000 fr.

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à : Les Sept Couleurs, 51, rue de la Harpe, Paris-5e, C.C.P. 2182 19 Paris.

Ni le système, ni De Gaulle

Les événements des dernières semaines qui font si clairement le procès du régime ne font pas moins, on l'a trop peu dit, le procès de l'opposition.

Nous nous trouvons en présence des preuves les plus manifestes de la servitude de l'Etat et de sa décomposition. Mais nous avons donné la preuve tout aussi manifeste que nous sommes incapables de nous tirer de cette situation.

Qu'est-ce que le bombardement de Sakkiet ? Un acte de représailles répondant à une situation de cobelligérance. Que peut-on lui reprocher ? Essentiellement d'être une réplique impropre donc dangereuse au point de vue politique. Ou la Tunisie est sortie de l'état de non-belligérance et cette situation exige une réplique qui doit se traduire par un débarquement et dont l'objectif doit être Tunis. Ou le gouvernement francais s'estimant incapable de déclencher cette réplique, feint de penser que la Tunisie n'est pas sortie de l'état de non-belligérance et alors il doit s'interdire de faire attaquer son territoire *par des troupes régulières agissant sous pavillon français.*

Qu'est-ce qu'a prouvé la suite de l'affaire de Sakkiet ? Que la France est devenue une nation dépendante et vassale qui n'a plus le pouvoir de conduire seule et à son gré sa politique étrangère. Il n'y a *aucune raison* pour que l'incident de Sakkiet où nous avons répondu à une insulte (la complicité de belligérance) par une voie de fait, amène comme conséquence la discussion du stationnement de nos troupes en Tunisie. Au blocage de nos troupes dans leurs casernes, un gouvernement *doit* répondre en leur donnant l'ordre de sortir et de défiler, quels que soient les risques de cette sortie. Pourquoi ne l'avons-nous pas fait ? Parce que notre gouvernement a peur de l'O.N.U., peur de l'opinion mondiale, peur du Département d'Etat, peur d'être privé de pétrole. Alors puisqu'il a peur de tout cela aujourd'hui quand il est question de la Tunisie, il en aura peur demain

quand il sera question de l'Algérie : et il cèdera sur l'Algérie comme il a cédé sur la Tunisie. Il cèdera et perdra l'Algérie, *malgré* le succès de nos troupes dans la campagne, *malgré* le succès de la politique de pacification et leurs perspectives, il la perdra parce qu'il n'est pas un gouvernement indépendant, parce que le mal et la capitulation viendront de Paris, c'est-à-dire de lui-même et que le cause en est dans la vassalité et la lâcheté du régime.

Ainsi, comme nous l'avons répété sans cesse depuis 3 ans, c'est le régime seul qui nous fait perdre l'Algérie et l'Algérie ne peut être sauvée que par la chute du régime. Toutes les situations techniques sont possibles pour un régime fort, même celles qui font les plus larges concessions à une évolution qu'il est impossible d'ignorer. Mais toute solution quelle qu'elle soit, et la meilleure et la plus sage de toutes, la plus inespérée même, aboutira à la perte de l'Algérie si elle est mise en œuvre par le régime que nous avons.

⁂

Ces raisons confusément senties et beaucoup d'autres expliquent la violence de la manifestation de la police. La manifestation elle-même n'est pas si grave qu'on l'a dit. La police reste républicaine. Elle aurait pu foncer, envahir le Palais-Bourbon, chasser les députés, proclamer la vacance du pouvoir. Matériellement, elle pouvait faire tout cela. Mais on vit bien qu'il n'y avait pas de chef ni de mot d'ordre. Personne ne se risque à toucher la potiche. C'est une journée des dupes. Et le régime en sort plus méfiant donc plus solide. Mais ce qui est frappant, c'est le mépris. La presse elle-même, par le ton qu'elle employa dans ses commentaires, s'y associait. Le régime est tellement pourri que ceux même dont la prospérité et le pouvoir reposent sur les mêmes bases ne peuvent cacher leur dégoût. Le régime issu des crimes et des mensonges de 1944 se termine sur une débâcle honteuse et répugnante.

Mais on n'en est pas encore à accuser les principes. Tout le monde voit les effets et personne n'accepte de voir les causes. Chacun répète : « Si c'était nous qui avions gouverné seuls... » Et ils ne voient pas que s'ils avaient gouverné seuls, il y aurait quand même à la base de leur régime l'exaltation de la dissidence et la légitimation de la trahison, la suprématie des idéologies sur l'intérêt national, le culte immonde de l'argent et de la publicité, la disparition de toute foi, de toute conscience, de tout sentiment du devoir, enfin chez tous l'avidité, l'égoïsme

et l'envie soigneusement arrosée par tous les poisons intellectuels que le monde moderne distille avec amour et que la démocratie verse dans ses tisanes avec l'air important d'un infirmier. Qu'est-ce qu'ils auraient changé à tout cela s'ils avaient gouverné seuls ? Et qu'est-ce qu'ils auraient fait contre l'installation de l'armée politique moscoutaire sur notre sol et sur notre vie, et contre l'abdication de notre souveraineté nationale entre les mains des organismes collectifs qui aujourd'hui nous paralysent et nous menacent des foudres de carton dont notre sottise et notre lâcheté fait toute la puissance ? Quel parti, quel homme parmi eux est sans responsabilité dans ces capitulations essentielles. Et qu'est-ce qu'ils auraient fait pour que nous soyons libres ? Lesquels d'entre eux ont préparé ou seulement songé à préparer les mesures qui nous permettraient aujourd'hui d'être une nation ? Et lesquels d'entre eux ont osé dire que le résistantialisme qui a été au pouvoir depuis 1945 doive aujourd'hui porter le poids de cette faillite ? Et lesquels d'entre eux ont osé dire que les Juifs qui sont tout-puissants dans notre pays depuis 1945 doivent ne plus participer en rien à un pouvoir qu'ils ont si mal géré ? Qu'auraient-ils fait d'autre s'ils avaient été tout seuls ? Rien. Ils crachent dans le plat aujourd'hui, mais ce sont eux qui ont fait la cuisine.

⁂

Et nous, nationaux, qu'est-ce que nous apportons présentement ? Des principes, assurément. Des idées, peut-être. Mais comme solution ? aucune. Si la manifestation du 15 mars avait abouti à une vacance du pouvoir, ou si toute autre manifestation obtenait ce résultat, qui en serait le bénéficiaire ? Le général de Gaulle. Est-ce la solution que nous voulons ? Assurément non. Le général est un de ceux qui ont fait la cuisine et il est même le premier d'entre eux. Il a méconnu le caractère mortel des principes qu'il proclamait et qu'il incarnait. Il en dénonce les effets aujourd'hui parce qu'ils sont devenus évidents mais il n'a pas su les prévoir. Incapable d'analyser les effets des mesures qu'il prend, il remplacerait le régime actuel dont il est le père, par un régime aussi monstrueux et les effets en seraient bientôt les mêmes. S'étant montré inapte à profiter d'une autorité sans précédent dans notre histoire, il est assuré d'échouer dramatiquement dans une situation infiniment plus difficile. Il n'est pas homme d'Etat, il n'a pas su l'être. Il n'a plus le prestige qui a pu en imposer autrefois aux esprits abusés. Il ne représente plus que les intérêts qu'il rassure, une faction

qu'il incarne, un déni de justice que son accession au pouvoir ne ferait que proclamer et perpétuer. Son arrivée introduirait enfin un élément de division dans les forces dont dispose encore la nation parce qu'une partie d'entre elles préfèrerait assurément courir les chances d'une guerre civile ouverte plutôt que de servir sous un homme aussi méprisé que les politiciens qu'il a mis en place.

Alors quoi ? Quel nom et, à défaut de nom, quelle équipe sommes-nous capables de présenter ? Dressons ici le bilan de faillite de l'opposition nationale. Il n'est pas moindre que celui du régime. Les groupes de l'opposition n'ont su ni s'unir, ni se choisir un chef, ni se donner une doctrine, ni accepter un cadre d'action commune qui aurait fait d'eux une force politique. L'esprit de chapelle l'a emporté sur l'esprit politique. La brusque ascension du mouvement Poujade a été brisée, d'une part par des raisons internes inhérentes au mouvement lui-même, d'autre part, par le même esprit de secte et de dissidence. Les Indépendants ont favorisé autant qu'ils le pouvaient l'écrasement des groupes extrêmes pour se réserver l'exclusivité électorale des forces d'opposition. Cette politique consciente de sabotage a eu pour effet de provoquer des rancœurs qui sont un élément de division et de jeter dans l'abstentionnisme ou l'indifférence quelques-uns des éléments les plus actifs de l'opposition. La participation des Indépendants au régime était inévitable et on ne peut songer à la leur reprocher, bien qu'elle ait été parfois très maladroite : mais les Indépendants ont toujours refusé en outre d'envisager un renversement du régime et par conséquent de s'y préparer. Autant que les groupes nationaux — et avec plus de responsabilités — ils se trouvent pris au dépourvu devant une solution qui dépasse le réformisme qui leur tient lieu de doctrine. Ils ne veulent pas de de Gaulle. Que nous proposent-ils ? Ils sont aussi muets que les autres sur ce point.

⁂

Telle est la situation actuelle de l'opposition. Nous en sommes arrivés à souhaiter que l'agonie du système ne soit pas trop rapide pour que nous puissions en profiter (ou qu'elle se produise ailleurs et sous d'autres formes). Une des tâches les plus urgentes de l'opposition est donc de répondre à l'interrogation : « Vous ne voulez plus du Système. Vous ne voulez pas de de Gaulle. Que proposez-vous donc ? »

La réponse n'est pas impossible, mais elle exige que nous fassions subir quelques retouches à des positions traditionnelles

beaucoup trop répandues parmi nos camarades. Ce qui importe, ce n'est pas de donner pour modèle la structure du parti national-socialiste ou celle du parti fasciste, trop de gens ont perdu trop de temps à de pareilles tentatives. Ce n'est pas non plus de chercher un homme providentiel : nous avons vu assez d'hommes providentiels depuis vingt-cinq ans pour ne pas avoir la curiosité de les voir se multiplier. Ce qui importe dans un régime, ce sont les principes, car ceux-ci commandent tout. La valeur des solutions qu'elles soient européennes, nationales ou africaines dépend des principes qui les animent, elles n'ont pas de valeur en elles-mêmes. Et le temps commence à venir où bien des gens d'origine différente sont prêts à s'accorder sur quelques principes simples et clairs. Ensuite, ce qui importe, ce sont les institutions. Car les mêmes hommes qui pourraient être de sages ministres et de bons administrateurs, s'ils agissaient dans les institutions raisonnables, sont condamnés à l'impuissance ou à la contradiction par les institutions folles que nous avons. Et là aussi beaucoup de gens sont prêts à revenir à des solutions sensées. Enfin viennent les hommes. Nous ne sommes pas si fournis en hommes qu'on le dit : c'est la peur, la prévention, les phobies injustifiées, les pressions, les intrigues qui nous paralysent. Nous sommes atteints de pusillanimité intellectuelle. Nous sommes prosternés devant des idoles vermoulues que le moindre geste sacrilège mettrait en poudre : mais personne n'ose ce geste. C'est peut-être la lâcheté intellectuelle de notre époque qui étonnera le plus les gens qui nous jugeront dans un demi-siècle.

Si quelques hommes arrivaient à se mettre en relief assez vigoureusement devant l'opinion par la fermeté de leur attitude et la sûreté de leur caractère pour qu'ils puissent apparaître comme une équipe successorale assurée d'une certaine autorité, c'est assurément la circonstance qui serait de nature à favoriser le plus les perspectives de l'opposition. Que les Indépendants prennent conscience que dans cette affaire il y a quelque chose de commun entre eux et nous. Et de notre côté, sachons renoncer à ces préventions, à ces ostracismes pour aider toutes les forces qui sentent la nécessité d'ouvrir la succession du Système à trouver la réponse à la question qui leur est adressée par tous les hommes conscients de l'avenir : « Puisque vous ne voulez ni le Système, ni de Gaulle, dites-nous ce que vous proposez ».

Maurice BARDÈCHE.

Une déclaration d'Ahmed Djebbour

Nous sommes heureux d'accueillir ici M. Ahmed Djebbour et de publier le texte d'un discours prononcé au cours de la courageuse campagne électorale qu'il vient de mener dans le deuxième secteur de la capitale. Avec un don d'évocation poétique propre à la culture arabe, il décrit admirablement l'espoir de réformes qu'une jeunesse musulmane peut placer en une vraie tradition française qui s'accorderait avec une vraie tradition musulmane. Il nous montre ainsi que rénovation et tradition délimitent un espoir commun. Qu'il en soit remercié.

EN Algérie, l'année 1958 s'est annoncée sous le signe de l'amour fraternel. Militaires et civils européens ont embrassé le 1er janvier 1958 des Français de souche algérienne, non par plaisir de dire que la première personne à qui ils ont souhaité la bonne année était musulmane, mais parce que toute leur pensée était avec eux, parce que leur geste émanait du plus profond d'eux-mêmes. Dans les rues, autour des comptoirs, partout on sentait une amitié sincère et profonde. Le nombre des Français de souche algérienne ayant fêté les réveillons de Noël et du Jour de l'An est considérable. Dans certains lieux, une atmosphère de gaieté et je dirais même de féerie s'est créée. De jeunes Français de souche algérienne en compagnie de jeunes métropolitains s'amusaient, chantaient, dansaient et imitaient même les youyous des femmes.

Trois malheureuses années sont passées. La vie a repris et avec elle la confiance en « l'Algérie nouvelle et française ». Les Français de souche algérienne vont en classe, même ceux dont les parents sont sous les verrous pour collusion avec le F.L.N. Garçons et filles ont de grands espoirs et de vastes pensées pour cette « Algérie Nouvelle », car au travers de leur école

et de l'enseignement qu'ils reçoivent, ils voient le vrai visage de la France et toute la beauté de la civilisation occidentale.

Depuis que la Rébellion est en régression, on sent à travers toute l'Algérie, une réelle harmonie entre les communautés ethniques de ce pays. Toutes les délégations étrangères qui ont visité l'Algérie ont été frappées par le libéralisme de la France qui n'a pas hésité, un seul instant, à montrer sans réticence aux puissances étrangères, les méthodes employées pour faire régner le calme. Toutes ces puissances étrangères étaient aux côtés de la France, lors de la discussion du problème algérien devant l'O.N.U. Elles ont reconnu qu'à travers toute l'Algérie les Français de souche algérienne vivent en frères et qu'ils ne veulent plus être étouffés. Ils veulent vivre dans la sécurité et la paix retrouvée. Ils ne paient plus l'impôt imposé par le F.L.N. et c'est la raison pour laquelle le F.L.N. connaît des difficultés budgétaires. A l'exemple des Français de souche algérienne vivant en Algérie, les Français de souche algérienne demeurant en métropole ne veulent plus être les jouets du F.L.N. Mais pourront-ils avoir une protection quelconque ? Ils ont compris que l'objectif de la Rébellion en France est de soulever l'opinion française contre le Français de souche algérienne et ce, afin d'avoir une argumentation solide et de pouvoir dire : « Français de souche algérienne, le Français de Métropole te déteste ». Par des grèves répétées, les patrons de la haute Rébellion ont fait perdre aux ouvriers leur emploi, pendant qu'eux font le Boul-Mich aux bras de jolies femmes, en se faisant appeler Jean ou Marc parce qu'ils ont honte de dire qu'ils sont de souche algérienne. Pendant que l'ouvrier mange des pommes de terre matin et soir, dort dans des caves et se prive pour envoyer un peu d'argent aux siens, Messieurs les Chefs font bonne chère et entretiennent plusieurs maîtresses. Ce sont d'ailleurs, pour la plupart, des gens habitués à avoir l'argent facile. Ils essayent de réaliser par la persuasion, la pression, la terreur, la prise en main de toutes les organisations musulmanes en France ; en exécutant les réticents, en torturant et en éliminant ceux qui ne partagent pas leurs idées. A ces Messieurs du F.L.N., Français de souche algérienne répondez par la négative, car vous avez dorénavant en le F.N.C., un protecteur qui saura par son action politique vous débarrasser de ces Messieurs, symbole de bassesse et de lâcheté.

Le F.N.C. vous tend la main et vous demande, si vous n'avez pas confiance dans le régime actuel, ce dont je suis persuadé,

de reprendre courage et d'avoir confiance en la France qui, elle, symbolise la grandeur et la bonté. Indirectement, le régime actuel s'est fait complice de la Rébellion et a alimenté les caisses du F.L.N. car, en accordant des crédits à la Tunisie et au Maroc qui ne sont autres que des Colonies F.L.N., il a armé les bras des rebelles, ce dont il vient de s'apercevoir d'ailleurs. Pour mettre à terre une organisation comme le F.L.N., il faut l'attaquer là où elle se trouve. Employer des méthodes identiques à la sienne et pour cela, Dieu sait s'il y a des volontaires. Si certains Français de souche algérienne ont été gagnés à la Rébellion c'est preuve que le Régime leur paraissait faible, car à plusieurs reprises il a fait preuve de faiblesses impardonnables pour une si grande Nation. Une nation ne se fait respecter que dans la mesure où elle sait imposer le respect, ce qui n'est pas le cas de la France à l'heure actuelle. La politique du régime actuel est ancienne et dépassée. Elle est contraire aux aspirations des Français de souche algérienne qui au nombre de 6.300.000 proclament avec acharnement, malgré le désir du F.L.N. à les supprimer, leur volonté de collaborer avec la France pour faire de l'Algérie le plus beau pays d'Afrique, avec un cachet purement français. Ils veulent contribuer à la grandeur de leur nation, faire partie de la communauté nationale et être à l'avant-garde de l'exploitation africaine. Avant de voter une Loi-cadre et essayer de l'appliquer les Français de souche algérienne demandent au régime actuel de leur donner un droit qui prime sur tous les autres, « *le droit à la vie* », c'est-à-dire de marcher dans la rue sans être une cible constante pour les tueurs du F.L.N.

Nous n'avons rien à envier à nos voisins Tunisiens ou Marocains, ou même aux peuples arabes, car nous, nous sommes des hommes au sens propre du mot, nous ne voulons pas être soviétisés ou américanisés. Nous savons discerner le bien du mal et nous savons aussi que le salut de l'Algérie c'est la France. La France est pour nous ce que le sein d'une mère est pour son enfant. Nous sommes aussi Français que vous Métropolitains, nous l'avons prouvé en 1914-1918, en 1939-1945, et à maintes reprises. Tous les Français de souche algérienne sont aux côtés de la France, mis à part ceux qui sont à la solde de certains pays étrangers, mais ces gens-là sont à l'agonie et bientôt, très bientôt, nous assisterons à leur dernier soupir, à leur mort. Les Français de souche algérienne veulent être au service de la communauté et soulager la misère, car au point de vue social de grands travaux sont à entreprendre. Nous sommes armés pour, car nous avons la foi. Le moment est

venu, en effet, de tout mettre en œuvre pour rétablir la confiance et accomplir définitivement une réconciliation certaine. Français métropolitains et Français de souche algérienne, unissons nos efforts, faisons peau neuve et tous derrière le F.N.C. bâtissons sur des bases solides notre belle province française vers laquelle sont braqués les yeux du monde entier : « *Notre Algérie* ». Si les Français de souche algérienne se sont détachés de la Rébellion et ce, depuis novembre 1954, c'est parce qu'ils ont remarqué que le F.N.L. spéculait sur l'Islam alors que cette organisation a pris à contre-pied l'Islam. L'envoyé de Dieu, Mohamed a défini la raison essentielle de la mission et la voie tracée par son appel par cette parole : « Je suis envoyé pour parfaire les qualités humaines ». Il semble que l'Islam, qui a tracé son chemin dans l'histoire humaine et occasionné à son Représentant un effort colossal pour étendre sa lumière et grouper les hommes autour d'elle, ne poursuit pas d'autre but que celui de consolider leurs qualités, de provoquer chez eux l'idée de perfection afin qu'ils y aspirent avec clairvoyance. Les pratiques rituelles établies par l'Islam et qui sont considérables, comme les fondements de la Foi, ne sont nullement des gestes mal définis du genre de ceux qui lient l'être humain aux mystères inconnus et qui l'obligent à des pratiques obscures ou des mouvements dénués de sens. Non, bien au contraire, les obligations que l'Islam impose à ses adeptes, ne sont que des exercices réitérés dans le but d'habituer l'être à mener une vie nantie d'une moralité véritable, de demeurer attaché à cette moralité quelles que soient les circonstances qui se présentent à lui. Ces pratiques ressemblent aux exercices sportifs que l'homme recherche avec engouement et qui lui assurent par de la continuité, un corps sain et une vie paisible. Aussi bien le Coran que la Somma découvrent avec évidence le sens de ces vérités.

Lorsque Dieu imposa la prière obligatoire, il en définit la philosophie de sa pratique par son verbe : « Pratique la prière, car la prière t'éloigne des bassesses et des iniquités ». En s'éloignant des bassesses, en évitant les mauvaises paroles et les mauvaises actions, on s'approche du sens véritable de la prière. D'ailleurs Mohamed en rapportant les paroles de Dieu a dit : « Je n'accepte de prière que de la part de celui qui en la récitant s'incline devant ma grandeur, ne se place pas au-dessus de ma création, ne s'endort point avec l'intention ferme de me désobéir, passe la journée à se remémorer de moi, porte secours au déshérité, au voyageur, à la veuve et prend pitié de celui qui est touché par l'adversité ».

La Zakat qui est imposée ne doit pas être considérée comme un impôt pris dans les poches, car elle est avant tout l'implantation des sentiments de compassion et de pitié, la consolidation des liens de rapprochement et de mutuelle connaissance entre les différentes classes de la société. D'ailleurs le Coran a défini la portée de la Zakat prélevée sur notre propre fortune en disant : « Prélève sur leur fortune une aumône capable de les purifier et de les enrichir ».

La purification de l'âme des souillures de la bassesse, l'élévation de la Société vers un stade plus noble constituant la première raison de la Zakat, c'est pourquoi le Prophète élargit le sens du mot « aumône » en disant : « En souriant à ton frère, tu fais une aumône ; en ordonnant un bienfait, en réprimant une iniquité, tu fais une aumône ; en guidant vers la bonne voie un homme qui s'égare dans un domaine de perdition, tu fais une aumône ; en débarrassant la route de tout danger, tu fais une aumône ; en vidant ton seau dans celui de ton frère, tu fais une aumône ; en regardant un homme dont la vision est affreuse, tu fais une aumône ».

L'Islam en instituant le Jeûne n'y vit point là une abstinence de nourriture et de boisson, mais il le considéra comme un pas vers la défense à soi-même et d'une façon continue des désirs réprouvés et des bassesses répréhensibles. Et pour appuyer cette idée, l'envoyé de Dieu a dit : « Quiconque n'abandonne pas le mensonge et son application, Dieu n'a pas besoin de lui » et il dit : « On ne jeûne point en se privant de boire et de manger, mais on jeûne en s'abstenant de prononcer des paroles insensées ou abjectes ; si quelqu'un t'insultait ou t'offensait, dis-toi : « Je suis en jeûne ».

Le Coran en mettant en valeur le fruit récolté après le jeûne dit : « Le jeûne vous a été prescrit comme il a été prescrit à ceux qui vous ont précédés, afin que vous puissiez être pieux ».

En ce qui concerne le pélerinage aux lieux saints et que l'individu est tenu d'effectuer en cas de possibilité, il constitue l'une des bases de l'Islam. Seulement que l'on ne croit pas que le voyage vers la Mecque soit considéré comme une pérégrination dénuée de tout sens moral. Ce serait une grosse erreur, car Dieu a dit : « Le pélerinage se passe durant des mois déterminés. Quiconque décide de le faire pendant cette période doit éviter tout propos dégradant, tout comportement inéquitable, toutes discussions belliqueuses en cours de pélerinage. Tout ce que vous faites comme bien Dieu le saura. Ravitaillez-

vous et le meilleur ravitaillement c'est la piété ». Soyez pieux, vous qui avez du bon sens ; l'exposition des pratiques religieuses par lesquelles s'est fait connaître l'Islam, dénote clairement qu'il existe des liens solides entre la Religion et l'Education du caractère de l'individu. Ce sont des pratiques qui semblent différer par leur quintessence et leur aspect extérieur, mais qui tendent toutes vers un même but défini par le Prophète dans cette parole : « J'ai été envoyé pour parfaire les qualités humaines ». Toutes les obligations qui font les fondements de l'Islam constituent toutes des gradations successives vers la perfection désirée, des appuis qui nous mènent vers la purification qui protège la vie et lui donne plus de grandeur. Aux qualités qui s'attachent aux pratiques ou qui en découlent, il a été donné une importance capitale dans l'Islam. Si l'individu, et c'est le cas de tous les rebelles, ne tire point de ces pratiques des profits capables d'enrichir son cœur, de purifier son âme, d'améliorer ses relations avec Dieu et les hommes, l'individu tomberait en déchéance — et Dieu a dit : « Quiconque se présente devant son seigneur coupable de crime il lui est réservé l'Enfer dans lequel il ne peut ni vivre ni mourir ».

Voilà le châtiment que Dieu réserve aux gens du F.L.N. qui ne sont autres que des assassins. Leur faiblesse de foi est une preuve de leur faiblesse de caractère et nous, Français de souche algérienne, nous ne voulons pas être leurs complices.

Il ne faudrait pourtant pas que j'oublie de parler de la femme algérienne, car parler du problème algérien c'est affronter le problème de la femme algérienne. Or, la femme algérienne comme toutes les femmes du monde est l'image de la Société dans laquelle elle vit. Elle est le reflet de sa famille, de son peuple. Il faut donc dégager sa propre personnalité, car toutes ses qualités en dépendent. Il ne faut pas la laisser aux influences qui l'entourent et qui sans aucun doute la marqueront pour toujours. On ne peut parler d'une société sans parler de la femme au sein de cette société. Elle est en quête de son émancipation, mais il lui faut acquérir d'abord sa liberté et quand je dis liberté, cela ne signifie pas se libérer de la France, mais se libérer de certains us et coutumes qui n'ont d'ailleurs aucun caractère religieux.

L'Algérie est le pays qui a subi le plus grand brassage des peuples et chaque région est jalouse de ses mœurs, et de ses coutumes. Notre femme est plus apte à se réadapter donc que l'homme, sans toutefois oublier ses origines. Son évolution est plus accélérée. Elle veut vivre à l'extérieur et ne désire plus

être calfeutrée à l'intérieur. Elle veut être atteinte à son tour par les changements de vie. Elle ne veut plus être tenue dans un état de demi-esclavage et veut accéder à un degré moral de liberté et d'émancipation nécessaire à une vie normale. Elle veut s'éduquer et acquérir une formation familiale sans toutefois vivre entre quatre murs et se priver de l'expérience et du contact extérieur. Elle ne veut pas suivre l'exemple de sa mère ou de sa grand'mère, mais par contre prendre modèle sur sa voisine la française métropolitaine. Elle essaye de se débarrasser du complexe d'infériorité qu'on lui a inculqué depuis sa plus tendre enfance et de se considérer l'égale de l'homme. Elle veut adopter un nouveau régime de vie et non plier sous la contrainte d'un régime ancien et dépassé. Dans certaines familles on considère la fille comme un bijou caché dans un écrin et qu'on doit faire parvenir sur commande à un homme qui sera son mari. La femme algérienne ne veut pas perdre sa personnalité et demande à être protégée. Elle ne veut plus être mariée par ses parents sans même qu'on lui demande son consentement, mais par contre elle veut choisir son mari pour l'apprécier et garder son amour. Elle demande la suppression des justices musulmanes par devant lesquelles les mariages ont lieu ; ces établissements où l'on spécule sur le droit musulman. Elle veut se marier par devant le maire de sa commune, afin qu'elle ne soit plus sujette pour un oui ou pour un non au divorce, car par un mariage français, elle sera protégée par la loi française. Elle ne veut plus se sentir diminuée, déconsidérée de toutes parts si l'on veut la voir cultiver de l'Amour et non pas du mépris. Elle veut s'armer moralement et spirituellement par une bonne instruction et de l'expérience, car elle possède du caractère, de la hardiesse, de la loyauté et parvient à évoluer rapidement quand les circonstances le lui permettent. Elle ne veut plus s'attarder devant les contraintes morales ou religieuses. Elle veut réussir, car son but est la réussite.

Ahmed DJEBBOUR.

Pierre HOFSTETTER *Vues sur les Etats-Unis*

Le Sud dit : " JAMAIS ! "

POUR de nombeuses raisons, et en particulier à cause de l'affaire de Little Rock, les Républicains, sous la conduite d'Eisenhower, essuyeront de lourds échecs aux élections partielles de cette année, pour le renouvellement de trente-trois postes de gouverneurs d'Etat, de trente-deux sièges de sénateurs et de l'entière Chambre des Représentants. Les Démocrates, déjà majoritaires dans les deux Chambres du Congrès, s'apprêtent à cueillir les fruits, non pas de leur intelligence politique, mais des multiples erreurs commises par une administration qui nest républicaine que de nom et par un président qui, général converti au pacifisme, aurait très bien pu être, si Truman n'avait pas changé d'avis au dernier moment, le candidat du parti des Roosevelt, Acheson, Marshall et autres Stevenson.

L'affaire de Little Rock, grossie, exagérée, enflée à souhait par la presse internationale, fut une infâmie, mais pas celle qu'on pense. Il ne fallait certes pas s'attendre à ce que les cohortes de la « conscience universelle », les marxistes distingués qui hantent les Universités d'Occident et les admirateurs maboules de Nehru, de Ghana, et de Paul Robeson, présentent cette affaire sérieusement et objectivement. L'infâmie, ce ne fut pas celle des Blancs défendant leurs droits, leur patrimoine, leur civilisation et leur race, ce ne fut pas celle du Gouverneur Faubus agissant pour prévenir des désordres, l'infâmie ce fut, en effet, qu'un président des U.S.A., incapable de faire en dépit de ses promesses et de celles de son secrétaire d'Etat le moindre geste en faveur de la Hongrie martyre, fit intervenir des troupes d'élite, des troupes exercées à manier des armes atomiques, pour « intégrer » de force à la « High school » de la capitale de l'Arkansas neuf jeunes nègres. Ce doit être un cas de négritude unique dans les annales de l'Occident. Un

cas d'autant plus unique que l'envoi et le maintien pendant des mois à Little-Rock des troupes fédérales coûta plusieurs millions de dollars au contribuable américain...

Il est clair, désormais, qu'Eisenhower, agissant avec une brutalité et une maladresse sans pareilles, outrepassa largement les droits que lui confère la Constitution des U.S.A. Plusieurs juristes éminents du Nouveau Monde sont d'accord sur ce point. Une longue série d'articles parut à ce sujet dans la revue « U.S. New and World Report » qui le montre abondamment. Mais il est tout aussi clair que Little Rock, plutôt que d'impressionner le Sud dans le sens qu'espéraient les politiciens de Washington, l'a au contraire durci dans ses positions a raffermi sa résistance aux manœuvres des « anti-ségrégationnistes » et l'a réunifié devant l'intrusion des Yankees. Quelques semaines avant Little Rock, un reporter nordiste, John Bartlow Martin, publiait un ouvrage de documentation et d'information extrêmement intéressant, encore que souvent partial : « The Deep South says never ». Le Sud profond dit : « Jamais ! ». Martin exposait comment, dans certains Etats de l'ancienne Confédération sudiste, s'organisait la résistance au mouvement d'intégration raciale dans les écoles provoquée par le vote, en date du 17 mai 1954, par la Cour suprême, d'une loi déclarant illégale la ségrégation dans les établissements scolaires. Cette loi, fortement critiquée pour des raisons multiples, ordonnait en fait la suppression de la ségrégation raciale tout court, et pas seulement dans les écoles. John Bartlow Martin, dans son livre, a montré comment le Sud, avec ses « Conseils de citoyens », ses groupements du maintien de la « suprématie blanche » et son « Ku Klux Klan », entendait s'opposer à l' « intégration ». C'était avant Little Rock. Aujourd'hui cette opposition est plus ferme que jamais : les officiels du département des postes, à Washington, s'inquiétent en ce moment de la vaste diffusion et de la non moins vaste popularité d'un timbre émis dans le Sud, portant la légende « souviens-toi de Little Rock ! » et évoquant des soldats nordistes qui pointent leurs baïonnettes dans le dos de jeunes Blancs.

L'entière manœuvre des « intégrationnistes », ébauchée en mai 1954 par la Cour suprême où l'incroyable Frankfurter tient une position prépondérante, et perfectionnée à Little Rock, a des raisons diverses. Depuis 1867 le parti républicain est pratiquement nul dans le Sud : il est vraisemblable que MM. Eisenhower et Nixon, mal conseillés, aient cherché par la force d'y réintroduire le « Grand old party » en misant

sur les voix des gens de couleur en majorité dans certains comtés. Pour les communistes et leurs alliés, l'opération « intégration » est une aubaine unique : comme l'explique J. Edgar Hoover, chef du F.B.I., la haine raciale, les conflits raciaux à l'intérieur d'un pays, préparent le terrain des marxistes ; or l' « intégration » forcée ravive cette haine et recrée ces conflits. Des « do-gooders », c'est-à-dire des gens qui « font le bien », croient sincèrement que les nègres sont opprimés dans le Sud, que l'esclavage y continue sous une forme ou sous une autre, que la ségrégation est un système social inhumain, injuste et cruel, bien que les quinze millions de Noirs des U.S.A, dont la majorité se trouve dans le Sud, possèdent à eux seuls plus d'automobiles que les cent cinquante millions de nègres d'Afrique et les deux cent millions de citoyens de l'U.R.S.S. réunis, et bien que, il convient d'insister là-dessus, s'ils vivent si misérablement, les Noirs du Sud ont toute liberté d'immigrer dans le Nord et dant l'Ouest. Les Juifs des U.S.A. sont, comme par hasard, en faveur de l' « intégration », et trois d'entre eux, Frankfurter, Spanger et Lehmann font preuve d'une intense activité à cet égard : l'amiral John Crommelin, un Sudiste ardent et courageux, assure que « les Juifs travaillent en Amérique à la destruction de la race anglo-saxonne ».

Il y a une autre raison, enfin, qui a probablement passé inaperçue. C'est George B. Weaver, rédacteur au « Stanley News and Press » d'Albermale, en Caroline du Nord, qui la signale : « Il est parfaitement possible, encore que hautement repréhensible, remarque-t-il, qu'il y ait dans le Nord des gens qui s'inquiètent de voir de nombreuses industries se développer dans le Sud ». Le Sud, assez pauvre, connaît en ce moment un grand essor économique. Des industriels du Nord et de l'Ouest y ont ouvert des fabriques et des usines. Que d'autres industriels du Nord s'inquiètent d'une concurrence future est absolument possible. Le Nord, jusqu'ici, régnait économiquement en maître dans le Sud : si le Sud, qui représente une entité politique et culturelle, acquiert un jour son autonomie économique, il volera de ses propres ailes et pourra se libérer des contraines nordistes. C'est, apparemment, ce que craignent certains gros businessmen et leurs amis politiques. Or l' « intégration » permet de briser la structure politique et sociale traditionnelle du Sud. Elle permet aussi de développer une campagne de haine, de calomnies et de propagande mensongère à l'égard du Sud ségrégationniste.

A ce propos, il faut se souvenir que la guerre de Sécession éclata à la suite d'une rivalité économique entre le Nord et le Sud. Les gens du Nord, puritains à œillères qui subissaient l'influence de « fléaux publics d'idéologues », comme dit Raymond Cartier, parmi lesquels Mme Beecher-Stowe, qui écrivit sa « Case de l'Oncle Tom » sans être jamais sortie de Boston, ces gens du Nord, certes, voyaient dans l'esclavage une institution honteuse. Mais ils ne se décidèrent à frapper un grand coup que lorsqu'ils virent que l'aristocratie cotonnière du Sud ne songeait nullement à acheter les produits de l'industrie qui s'était développée dans le Nord. Gisheler Wirsing, dans son livre « Der Masslosse Kontinent » (l'édition française parut en 1942 chez Grasset sous le titre de « Roosevelt et l'Europe »), écrit : « Le Sud exportait son coton surtout vers l'Angleterre et recevait en échange des produits industriels anglais. Les rapports des Etats du Sud avec l'Angleterre s'étaient donc développés comme les relations économiques entre la Grande-Bretagne et l'Argentine au cours de ces vingt dernières années. C'est pourquoi ce fut l'Angleterre qui soutint en secret la Sécession du Sud. Pour le Nord, la guerre contre les Etats du Sud était avant tout une guerre pour le marché intérieur américain et une guerre contre le marchand anglais. Grâce à la question de l'esclavage, il était possible de placer ce conflit sanglant et acharné — ce fut la première guerre menée avec des armes modernes — sous le signe du mythe américain ». En mars 1867, après la défaite de la Confédération, ravagée par les troupes du général Sherman qui avaient tout brûlé, de Chatanooga à Savannah et de Savannah à Raleigh, commença l'occupation militaire du Sud par vingt mille hommes — détachement fédéraux et milices nègres. Cette occupation, curieusement appelée « période de la Reconstruction », dura dix ans. Elle fut impitoyable, et peut être comparée, sans exagération, à l'occupation de l'Allemagne en 1945. Pillage systématique, brutalités policières et militaires, « désudisation » en règle, procès, exécutions sommaires la caractérisèrent. Onze Etats du Sud furent soumis au contrôle politique et militaire total du Nord. En Allemagne, les milices d'occupation alliées ont laissé 67.753 enfants illégitimes, fruits de la démocratie triomphante. Dans le Sud, la valetaille nordiste transforma des régions entières, jadis prospères et florissantes, en terres de mort et de désolation. L'esclavage avait été aboli : mais deux cent cinquante-huit mille soldats périrent dans cette guerre de marchands, et, en 1867, quatre millions

de Nègres « libérés », ignorants, pauvres, sans toit, sans « job » et sans morale, étaient ballotés d'un Etat à l'autre, vivant de rapines, d'expédients et de meurtres.

⁂

Le Sud n'a pas oublié ces années tragiques. Little Rock a rouvert certaines plaies et ranimé les souvenirs. Une nouvelle guerre de Sécession est évidemment aussi impensable et impossible qu'un quatrième conflit franco-allemand, mais cela ne signifie pas que le Sud va se plier à la volonté « intégrationniste » du Nord sans lui opposer la plus ferme et la plus acharnée des résistances. En fait, le Nord « intégrationniste » a perdu la face : certains conflits raciaux, à Chicago et dans les écoles de Brooklyn, ont montré que le Nord est « intégrationniste » par pur intérêt électoral et par opportunisme. La « National Association for the Advencement of Coloured People », l'organisme d'agitation et d'excitation pro-nègre qui se pose en champion de l'anti-ségrégation, est pratiquement dirigée et contrôlée par des Blancs, des Nordistes aux ambitions diverses, puisque son quartier général new-yorkais subit aussi bien l'influence de politiciens tarés, de syndicalistes corrompus, de socialistes, que de l' « Anti-defamation league », M.V.D. du B'nai B'rith juif, et de communistes déguisés. Stevenson, Nixon, Eleanor Roosevelt et même certains étrangers comme Nehru (sans doute pour oublier les cinquante millions d'intouchables qui croupissent dans l'Inde « libérée » mais ruinée, misérable et affamée) font ou ont fait partie du comité de la « NAACP ».

C'est un Noir, Clennon King, professeur d'histoire au Collège Alcorn, dans le Mississippi, qui a dénoncé ouvertement, publiquement, et en dépit des menaces, l'imposture de la « NAACP » et des « intégrationnistes ». Il a montré que la « NAACP », groupement influent, exerce une pression sociale et économique impitoyable sur les nègres du Sud qu'elle force à accepter ses principes sans pour autant faire quoi que ce soit en leur faveur. « Si l'intégration était le vrai et le meilleur moyen d'assurer la liberté aux Noirs, note Clennon King, la NAACP pourrait simplement conseiller aux Noirs désireux d'acquérir cette liberté de quitter le Sud et d'émigrer vers les Etats « intégrés » du Nord. Mais les nègres qui ont gagné les Etats du Nord avec l'espoir de cette liberté, et par conséquent acquis ce que la NAACP réclame pour eux dans le Sud, sont plus mécontents que jamais ! La NAACP peut-elle donc espérer arracher aux con-

servateurs du Sud ce qu'elle ne reçoit pas même de ses amis les libéraux du Nord ? » C'est que cette « NAACP », comme plusieurs l'ont montré, ne se sert de l' « intégration » que pour se couvrir : ses buts réels n'ont pas grand' chose à voir avec l'amélioration du genre humain de couleur. Le sénateur James Eastland a démasqué dans cette organisation plusieurs communistes. Clennon King, d'autre part, a révélé : « Juin dernier, j'ai reçu un tract de la NAACP contenant cette pieuse déclaration : « Soutenons l'O.N.U. et combattons l'impérialisme, le totalitarisme, l'exploitation colonialiste et la discrimination raciale à travers le monde ». En août, j'ai eu en main une deuxième édition de ce même tract, mais cette déclaration, assez mystérieuse, n'y figurait plus. ».

Tous les Noirs ne sont pas dupes des manœuvres des « intégrationnistes ». L'un d'eux, Marcus Gravey, déclare : « Les intégrationnistes » veulent que nous devenions tous blancs par amalgamation, mais ils ne sont pas assez honnêtes pour le proclamer ouvertement ! Etre nègre n'est pas une disgrâce, c'est un honneur, et nous ne voulons pas devenir des blancs ». Les Blancs du Sud, par ailleurs, sont parfaitement conscients des redoutables dangers que représente « l'intégration scolaire ». Celle-ci, en provoquant une promiscuité de mauvais aloi, en mélangeant enfants blancs et nègres, en sapant les fondements traditionnelles de la société dans le Sud, amène et amènera tôt ou tard un abâtardissement de la race. W.C. George, dans un remarquable exposé fait devant les étudiants de Darmouth College, Hanover, New Hampshire, en date du 12 octobre 1956, montra éloquemment ce que deviennent les nations qui ne respectent par les lois de la nature et qui ne séparent pas les races. Il brandit l'exemple du Brésil, plus grand, plus vieux que les U.S.A., riche de formidables ressources naturelles, mais où les races sont mélangées : or le Brésil, incapable de se suffire à lui-même, en dépit de sa grandeur, de son âge et de ses richesses, doit constamment faire appel aux Etats-Unis pour qu'ils lui fournissent le nécessaire au maintien de son équilibre économique. W.C. George souligna également que l' « intégration » pouvait comporter de désastreuses conséquences du point de vue moral. Il lui semble évident que la population noire des Etats-Unis n'est nullement à la hauteur, sous n'importe quel aspect, de la population blanche. Il cita deux exemples : dans l'Etat du Maine, les enfants illégitimes blancs représentent 2,7 % du total des naissances chez les Blancs, alors que les enfants illégitimes noirs représentent

23,5 % du total des naissances ; d'autre part, selon les statistiques publiées en 1950, la population noire des U.S.A. constituait 10 % de la population totale du Nouveau-Monde ; or ces 10 %, en l'année 1950, se rendirent responsables de plus de la moitié des crimes et meurtres commis sur le territoire des Etats-Unis !

W.C. George observait enfin : « On nous dit que le mélange des races est démocratique et conforme au « way of life » américain. Ceci, naturellement, est faux. Les Etats-Unis furent créés et ont prospéré pendant cent-quatre-vingts ans selon le principe d'union et de force dans la diversité. Conformité et uniformité obligatoires ne sont pas le « way of life » américain, mais une perversion de celui-ci ». C'est là un point important. Le Sud, dont la civilisation est infiniment plus perfectionnée, plus européenne, plus achevée que le Nord, l'Ouest ou le Far West, entend conserver et protéger son « way of life ». Il refuse et rejette le pouvoir centralisateur, égalitaire et niveleur de Washington. Il proclame le droit de se gouverner à sa guise et de régler ses problèmes lui-même. Ce droit lui est conféré par la Constitution. « Le Sud ne se rendra pas ! lance John Temple Graves, rédacteur du « Birmingham Post Herald ». Nous n'avons pas à être des éditions sudistes des damnations de Détroit et d'autres villes nordistes. Vous avez suffisamment de place pour souffler dans le Sud, pour souffler, grandir, être libre, séparé et individualiste. Vous n'avez pas à être socialiste, ou esclave, ou un numéro anonyme dans une société dévorante ». Les Sudistes sont de grands patriotes profondément attachés à leur terre et à leurs coutumes. Dans la civilisation américaine, le Sud représente ce qu'il y a de meilleur, de plus sain et de plus louable : si les Européens n'ont pas compris ça, ou ne veulent pas le comprendre parce qu'ils croient à la légende du pauvre nègre martyrisé et victime du riche et méchant Blanc, c'est qu'ils n'ont rien compris à l'Amérique, et à plus forte raison à la tragédie de Little Rock.

L'« intégration » raciale, le mélange des Blancs et des Noirs, l'abâtardissement d'un grand pays, de cette Amérique qui est une œuvre d'Européens — bien que les anti-colonialistes de Washington l'oublient vite — sont un mal calamiteux, irréparable que rien ne justifie, ni la religion, ni la politique, ni la morale, ni l'économie. Des milliers de textes l'attestent abondamment. C'est pourquoi le Sud relève la tête, résiste et dit : « Jamais ! ».

Pierre HOFSTETTER.

Georges OLLIVIER

DIEM
dictateur du Sud Viet-Nam

NOUS ne savons si les Américains ont médité sur la faute commise par leurs diplomates lorsqu'ils imposèrent aux Hollandais victorieux de l'insurrection indonésienne l'abandon d'un archipel important par sa richesse et sa position stratégique. En partant, les Hollandais devaient, paraît-il, garder l'amitié des Indonésiens et conserver les sources de richesses qu'ils avaient créées dans le pays.

Aujourd'hui, après des épisodes pénibles (pour ne pas dire dramatiques), ils sont chassés de leur ancien empire dans des conditions misérables. Le Président Soekarno, qui joue depuis plusieurs années un jeu déplaisant, a failli perdre le pouvoir et ne le conserve qu'après des accords aussi précaires que suspects avec les communistes.

MM. Acheson et Dulles trouvent-ils que la sécurité du sud-est asiatique ait gagné à l'élimination des Hollandais ? Gardent-ils la même confiance dans le Président Soekarno ?

Ils ne sont, d'ailleurs, pas très heureux avec leurs protégés. S'ils étaient mieux informés, Ngo Dinh Diem, président du Sud Vietnam, commencerait à leur donner des soucis.

Des renseignements désabusés sont fournis sur lui par l'*Economic Council letter* du 1er décembre 1957 (New-York). Ils valent d'être connus en France où le dépit reste grand d'avoir vu nos alliés nous chasser du pays après Dien-Bien-Phu et tirer sans vergogne les profits économiques d'une guerre qu'ils n'avaient pas faite.

Qu'est-ce qui qualifiait Diem pour présider aux destinées du Sud-Viet Nam ? Certainement pas d'être né dans le pays, puisqu'il a vu le jour dans le Nord Viet Nam. D'être un démocrate de toujours ? Non plus. Fils d'un mandarin bien en cour

auprès de l'Empereur Kaï Dinh, il a longtemps vécu dans une atmosphère aristocratique et n'était pas chef de parti lorsqu'une clique décida d'en faire un grand démocrate. Il était même peu connu des « masses » vietnamiennes.

L'*Economic Council letter* ne dit pas que son premier titre à la présidence de son pays fut un stage dans une université américaine. Elle parle seulement d'un voyage que Diem fit aux Etats-Unis en 1952, époque à laquelle tous les Nationalistes vietnamiens qui voulaient se débarrasser des Français cherchaient l'appui des Américains et obtenaient un passeport afin de faire leur cour aux intellectuels anticolonialistes et progressistes des Etats-Unis.

Comme tant d'autres, l'aristocrate Diem se soumit à la formalité indispensable, mais pourquoi emporta-t-il la palme et évinça-t-il ses rivaux d'une façon si complète ? La question reste mystérieuse. En tout cas, les Français l'avaient fort mal jugé si, comme le déclare l'*Economic Council letter,* ils le trouvèrent si insignifiant qu'ils ne crurent pas devoir lui refuser l'indispensable laissez-passer. Diem savait manœuvrer : il eut l'habileté de plaire aux deux hommes capables de le lancer dans l'*Intelligentzia* américaine, deux personnages dont on ne nous cite pas les noms et c'est dommage : un professeur qui voulait se faire une réputation d'orientaliste et un ancien socialiste autrichien naturalisé américain. Ces inconnus déclenchèrent une campagne de presse en sa faveur et lorsqu'il eût été « lancé », organisèrent en son honneur un déjeuner, où il rencontra William Douglas, juge à la Cour suprême (ancien ami de Roosevelt qui voulait en faire un vice-président des Etats-Unis en 1944 (1), et le sénateur Mike Mansfield. D'autre part, Diem se fit présenter au cardinal Spellman, archevêque de New-York.

Après avoir séduit une poignée de marxistes convaincus, d'anticolonialistes astucieux et de catholiques moins naïfs qu'ils n'en avaient l'air, Diem reprit le bateau, précédé de lettres, de coupures de journaux et de télégrammes assurant aux nationalistes vietnamiens qu'il était grand homme et disposait de l'appui total, inconditionné des Américains.

---

(1) Rosalie M GORDON : **Rine Messagainst America** (The story of the supreme court and your liberties, p. 10-11. (America's Future pamphlets, N. Y.)

Peu après la capitulation de Dien-Bien-Phu, le 7 juillet 1954, Diem devint Premier ministre du sud Viet-Nam avec la bénédiction de M. Foster Dulles, mais, comme les Français avaient encore sur place une forte armée et que, faute de mieux, ils tenaient à Bao-Daï, Diem alla s'agenouiller devant l'Impératrice, jura fidélité à l'Empereur et promit à la souveraine de sauver le trône pour le garder à son fils.

Ainsi, tout le monde était content ; en fin de compte, il y avait fort à parier qu'il y aurait une dupe.

Peut-être y en a-t-il plusieurs aujourd'hui, mais il y en eut tout de suite une, ce fut la France qui commit l'erreur de s'appuyer sur des sectes (Hoa Hao, Cao Daï) qui représentaient trop peu de choses ou furent insuffisamment pourvues d'armes pour écraser Diem et les agents de l'Amérique.

Aussitôt notre défaite consommée, les Américains exigèrent le départ des cent mille soldats français qui protégeaient encore le pays contre une invasion des communistes vietnamiens.

Le départ des Français abhorrés par les nationalistes indochinois causa tout de même une certaine émotion dans leurs rangs. Ils s'aperçurent que l'armée française les protégeait contre une attaque étrangère et maintenait à l'intérieur un semblant d'ordre que l'armée « nationale » pouvait n'être pas en état de faire respecter.

D'instinct, les yeux se tournèrent vers l'Amérique, mais de San Francisco ou de Pearl Harbour aucune troupe ne vint. Les Américains comptaient manifestement sur leur prestige pour décourager une entreprise fâcheuse de Mao Tse Toung et d'Ho Chi Minh. Pour le reste, ils se reposaient sur la valeur intrinsèque du principe démocratique.

Diem mesura le danger : ce n'était pas au moment où le pays était ravagé par des bandes armées rivales, qu'il succombait aux intrigues des communistes russes, chinois et vietnamiens, à celles des Français et des Américains ; ce n'était pas après un gros transfert de population qu'on pouvait laisser des candidats aux élections, puis des parlementaires irresponsables aggraver les dissensions par de fâcheux discours et donner à Ho Chi Minh l'occasion de rétablir « l'ordre ».

Avec la dernière énergie, Diem réduisit donc la démocratie à une simple façade et maintint ce qui restait de cohésion dans le pays en créant une formidable police politique : il put, de

la sorte, trier les candidats à l'Assemblée constituante (4 mars 1956) et faire d'eux, sans crainte, des législateurs, le lendemain des élections.

C'est ce dont s'indigne aujourd'hui l'*Economic Council letter*.

Ce genre d'indignation nous amuse toujours, sans doute parce que nous ne sommes pas des fidèles de la religion démocratique, et notre scepticisme de mauvais aloi nous amène peut-être trop vite à penser que, derrière cette vertueuse indignation, il se cache quelques intérêts économiques froissés.

De l'article de l'*Economic Council letter* nous retiendrons, cependant, quelques détails savoureux sur les procédés de la police vietnamienne. Ils montrent, d'abord, qu'entre Diem et l'Amérique officielle l'entente était complète et ne souffrait pas de discussion, jusqu'à ces derniers temps du moins.

Si, en effet, un citoyen faisait, les années dernières, de l'opposition à Diem, il risquait de voir son cas aggravé du chef d'antiaméricanisme, quelque chose d'aussi grave que l'anticommunisme en France, au temps de Fifi-roi. Si, par contre, un Vietnamien, ami des Américains mais admirateur médiocre des procédés du dictateur, cherchait à éclaircir la religion des protecteurs, il était immédiatement livré par ces derniers à la police de Diem. Admirable échange de services !

Lors de l'éviction de Bao Daï, l'action de la police se révéla sans vergogne. Dans certaines circonscriptions, les policiers allèrent trouver les électeurs avec des bulletins qui avaient une extrêmité verte, emblème de la malchance, réservée à Bao Daï, et un bout rouge, symbole du bonheur : la couleur de Diem. Les policiers expliquèrent aux intéressés la signification des deux couleurs, tendirent aux électeurs des enveloppes transparentes et se montrèrent assez persuasifs pour que ceux-ci n'utilisent que les extrêmités rouges des tickets. Bien leur en prenait, d'ailleurs, car ils étaient aussitôt conduits en troupeau jusqu'à la salle du vote et ne recouvraient leur liberté qu'après avoir laissé tomber les précieuses enveloppes dans les urnes. Voilà comment on guide le peuple dans une démocratie qui n'a cependant pas le sens assez particulier de « populaire ».

Bien entendu, nous ne garantissons pas l'authenticité de l'anecdote. Mais elle n'a rien d'invraisemblable et les procédés de la police vietnamienne ne nous paraissent pas plus rudes que ceux des équipes de nervis du Parti démocrate de Kansas City

qui rouaient de coups des électeurs ou démolissaient leur mobilier parce qu'obligés du parti, ils n'avaient pas témoigné leur reconnaissance en votant pour M. Truman. Il nous paraît très délicat de critiquer le degré de pureté d'une démocratie étrangère quand on a soi-même profité des mœurs d'un Pendergast et de quelques autres « boss » de Chicago et New-York, aux temps heureux de Truman et Roosevelt.

Que l'arbitraire policier facilite obligatoirement l'action gouvernementale est une autre affaire ! Un chef d'Etat s'habitue assez vite à ne souffrir aucune contradiction et à faire embastiller les conseillers dépourvus de souplesse.

Que les prisons de Diem accueillent beaucoup plus de pensionnaires que n'en avaient celles du ministre résidant français (qui avait, cependant, la responsabilité de la conduite d'une guerre), nous voulons bien le croire. Que Diem ait plus ou moins brutalement écarté du pouvoir nombre de ses amis de la première heure et de ses conseillers les plus intimes ne nous étonne pas non plus. Un régime créé dans les conditions où la république de Diem a vu le jour dévore beaucoup d'hommes. Nous nous réjouissons toutefois que, parmi les victimes des épurations successives, se soit trouvé ce Lucien Bodard qui avait trahi notre cause en mettant sa plume de journaliste au service de l'administration américaine.

Pour le moment, Diem a l'impression ou l'illusion du succès ; il aspire, paraît-il, à la direction de la diplomatie dans le Sud-Est asiatique. Va-t-il insensiblement glisser au « neutralisme » ?

Que M. Foster Dulles se méfie : les précédents du Président Soekarno et, dans une autre zone, de Nasesr ne sont pas très encourageants.

Georges OLLIVIER.

Pierre FONTAINE

EN ALGÉRIE
après l'anesthésie

LES événements vont vite en Afrique du Nord. A la fin de 1957 on annonçait officiellement la prochaine réduction des effectifs ; quatre mois après on parle de les renforcer. Le « démantèlement » du F.L.N., la « lassitude » des rebelles, la loi-cadre qui devait couronner la politique de « pacification », que reste-t-il de cette anesthésie de l'opinion ? Une recrudescence des engagements, un renforcement des rebelles en effectifs et en armement.

Il y a plus de deux ans nous avons annoncé ici même, que l'indépendance de l'Algérie se préparait par les ailes tunisiennes et marocaines ; moins que jamais nous changeons d'opinion. Les premières livraisons de pétrole saharien, tentative, certes digne d'être louée, pour forcer le destin, ne peuvent infléchir notre jugement.

Alger en est à l'organisation territoriale et administrative de la loi-cadre qui paraît séduire les Américains, en dépit de certaines réserves comme celles formulées par le *Saturday Evening Post* par exemple. Et comme un certain nombre de Français, politiciens et autres, croient que cette loi-cadre est, seule, capable de maintenir la souveraineté française en Algérie, voyons d'un peu plus près ce qu'il en est.

La loi-cadre a fait l'objet de nombreux discours et déclarations parlementaires. Nous ne nions pas les efforts d'hommes qui croient, de bonne foi, œuvrer pour l'avenir de l'Algérie Française. Malheureusement on a trop donné dans les illusions. Un fait nouveau, essentiel, capital s'est produit depuis que la carence de MM. Mendès-France et Mitterand,

au pouvoir lorsqu'éclata la révolte de novembre 1954, et celle de M. Edgar Faure, ont laissé se transformer en guerre ce qui n'aurait dû relever que d'une opération de police vigoureusement et rapidement menée, c'est l'internationalisation de la question algérienne à la dernière session de l'O.N.U.. Puisque la France n'est pas capable de désarmer ses ennemis ce n'est pas l'application de la loi-cadre qui effacera ce fait et ses conséquences. La loi-cadre est un non-sens dans son principe même. Elle confirme que l'Algérie est partie intégrante de la France (on le savait depuis 1848) mais elle la dote d'un système électoral compliqué et tout différent de celui de la Métropole. Si l'Algérie est partie intégrante de la France on ne voit pas pour quelle raison elle bénéficie, si l'on peut dire, d'un régime spécial comportant une cascade de représentations qui multiplieront les élus. L'écueil à éviter était précisément la politisation d'un pays musulman, c'est-à-dire les manœuvres en sourdine et les rivalités autour d'un pouvoir qui risque de n'être, comme dans les régimes « nouveaux » du Maroc et de la Tunisie qu'un avatar nouveau du caïdat, cette fois en d'autres mains.

On pouvait proposer une solution qui était à notre avis préférable, un régime basé sur la coexistence d'un statut de droit européen et d'un statut de droit musulman avec représentation paritaire des deux communautés. Il n'y avait pas d'autre moyen d'assurer le maintien de la souveraineté française. La loi-cadre marque en réalité un recul par rapport au statut de 1947 que l'on n'appliqua jamais comme le Président Raymond Laquière en fournit les preuves à la tribune de l'Assemblée Algérienne en 1952.

Rappelons que nous avons perdu politiquement d'abord, militairement ensuite l'Indochine, politiquement le Fezzan et les comptoirs de l'Inde, politiquement encore le Maroc et la Tunisie. Dans l'hypothèse même d'une victoire militaire, il ne faut donc pas exclure l'éventualité d'une défaite politique dans cette « partie intégrante de la France », car il ne faut pas oublier que M. Pineau est toujours solide au poste et que la S.F.I.O. s'est assuré le contrôle politique non seulement des affaires étrangères, mais de la France d'Outre-Mer, de l'Algérie et du Sahara, cette main-mise n'est pas due au hasard et elle nous a déjà valu les abandons marocains et tunisien (avec M. Savary). Même l'éventualité (toujours douteuse) d'une victoire de nos armes ne nous rassure donc pas. Souvenons-nous des « autonomie interne » et « indépendance dans l'interdépen-

dance » qui ne durèrent pas plus d'une année et qui constituaient, paraît-il, le maximum de ce que nous étions prêts à concéder...

Lorsqu'on parle de l'Algérie c'est dans le cadre eurafricain qu'il convient de considérer les problèmes que pose son avenir et non pas seulement sous l'angle de l'amour-propre national. L'Algérie est le dernier rempart contre un ennemi qui, venant d'Orient, n'a que le détroit de Gibraltar à traverser pour pénétrer en Europe par l'Espagne et constituer aussi la seconde pince d'une tenaille dont la première viendrait de l'Est par la Yougoslavie et l'Albanie. Si l'Algérie ne constituait plus ce rempart et entrait dans une fédération nord-africaine qui peut dire ce qui se produirait demain ? Subirait-elle l'influence américaine ou l'influence soviétique ? Vis-à-vis du monde arabe Washington est beaucoup moins habile que Moscou.

Quant à la savante manœuvre M.N.A. que la Grande-Bretagne réussit à faire avaliser par la France pour l'opposer au F.L.N. nous aurons l'occasion d'en reparler quand nous parlerons du « Général » Bellounis. L'Intelligence Service avait déjà créé, pendant la dernière guerre, en Egypte et au Moyen-Orient (cf le livre de Fraya Starck), les « Frères musulmans ». Dix ans après, les « Frères musulmans » étaient les ennemis numéro un de la présence britannique.

Que connaissent les Français de ce fâcheux et significatif précédent ? Rien. En Algérie les résultats de l'opération M.N.A. risquent d'être identiquement décevants.

Le problème algérien a été volontairement résumé, pour une opinion publique, assez indifférente il faut l'avouer à tout ce qui passe hors des frontières métropolitaines, en quelques images grossières : « Les Féodaux » « le pauvre fellah », « le Caïd voleur » qui ont satisfait la paresse d'esprit et la triste sensiblerie de nos compatriotes. Si l'on a consenti, enfin, à évoquer le pétrole, on a soigneusement omis de dire qu'il s'agissait moins de défendre un pétrole français qu'un pétrole en grande partie dès l'origine britannique contre la concurrence envahissante des pétroliers américains.

Les naïfs parlent de « notre » pétrole saharien sans savoir souvent, que la Shell était installée depuis longtemps au désert. On n'a au fond jamais parlé de l'Algérie, depuis le début, qu'en falsifiant les faits ou en masquant la vérité.

Sans les appuis politiques britanniques dont bénéficia M. Bourguiba après avoir, grâce à sa fuite en Egypte, échappé

aux rigueurs de l'épuration, nous n'en serions pas à discuter stérilement sur les chances d'application d'une loi-cadre qui, bien qu'on affirme qu'elle continue à faire partie intégrante de la France, en détache légalement l'Algérie. C'est ce régime discriminatoire que la loi-cadre implique qu'il fallait à tout prix éviter si nous voulions conserver l'Algérie.

La loi-cadre nous le permet-elle ? Depuis treize ans, depuis la Syrie jusqu'à Suez, en passant par Genève, Tunis et La Celle-St-Cloud, nous n'avons essuyé que des échecs. Pourquoi, sous le même régime, responsable de ces échecs, la loi-cadre pourrait-elle nous apporter autre chose que des déboires ?

M. Chaban-Delmas ne veut pas qu'un seul Français combatte pour l'Algérie d'*hier*. En revanche, il nous invite à mourir pour l'Algérie de *demain*. Cette niaiserie est éloquente. Elle nous fait souvenir que naguère M. Chaban-Delmas, député maire de Bordeaux était le collaborateur de Mendès-France, bradeur n° 1 d'un empire colonial dont la désagrégation fait un tort certain au port qu'il administre.

Pour l'Algérie de Bugeaud pas un homme, mais il faut mourir pour l'Algérie de la loi-cadre et des pétroliers internationaux. Sans l'Algérie de *hier* pourtant où le « résistant » Chaban-Delmas aurait-il recruté les anciens d'Italie et de France entre 1942 et 1944 ?

La rébellion algérienne, on l'oublie trop souvent, est placée sous le signe de la *Résistance*. Son journal illustré en français, imprimé à Hambourg, a pour titre « *Résistance algérienne* ». Son budget de propagande s'élève à environ 10 milliards par an avec bureaux fixes en Suisse, Allemagne, Italie, Espagne, Etats-Unis. Films, tracts, brochures, conférences, appuis matériels et moraux de la *Confédération internationale des syndicats libres* (siège à Bruxelles) d'obédience américaine (Irving Brown, Walther Reuther) forment un instrument politique de portée mondiale qui se moque éperdument, de la loi cadre et de ses élections et des discours des politiciens français.

Les rebelles continuent donc l'insurrection, d'abord parce qu'ils en vivent (certains par conviction, d'autres comme mercenaires), ensuite parce que le Parlement français leur a offert un espoir tangible en dotant l'Algérie d'un régime différent de celui de la métropole et qu'ils considèrent comme un premier pas vers la reconnaissance de l'indépendance. En outre on connaît encore mal en France la part prise dans

le drame algérien par les excès de l'épuration. M. Bourguiba vient à cet égard de prendre une sérieuse revanche en frappant *d'indignité nationale* tous les Tunisiens qui collaborèrent avec la France avant 1954, c'est-à-dire depuis l'établissement du protectorat. Il a ainsi trouvé le moyen de consolider contre le mécontentement grandissant sa dictature « résistante » (1) de faire entrer quelque argent dans les caisses vides (grâce à la confiscation des biens), de faire taire les Israélites et d'avertir les Algériens du sort qui attend ceux qui s'entêtent à vouloir collaborer avec la France et rechignent à l'aide aux rebelles.

La même politique se manifeste au Maroc que MM. Mollet et Pineau ont abandonné sans obtenir de garanties pour les Marocains amis de la France que l'on a dépouillés, emprisonnés, envoyé casser des cailloux sur les routes avec par dérision, leur Légion d'Honneur autour du cou ou plus expéditivement massacrés (2).

Comprend-on qu'avec cette politique immorale, la France a perdu en fait plus que deux protectorats, qu'elle a perdu à tout jamais la confiance de ses protégés d'Outre-Mer ? et que cette politique nous vaut non seulement le mépris de nos amis, mais celui de ceux auxquels elle profite ? On attendait d'un pays comme le nôtre autre chose que cette lâcheté totale.

---

(1) Mécontentement intérieur provenant : 1° de Tunisiens qui ne voient pas sans effarement que sur un budget (1948) de 22 milliards de francs, tout juste 10 milliards sont susceptibles de développer l'économie tunisienne. Le budget d'équipement n'est couvert qu'à concurrence de 2 milliards par les ressources tunisiennes et, le restant, espéré de... l'aide française. Dans les travaux d'équipement, on relève, entr'autres chapitres : 71 millions pour l'aménagement du Palais du Bardo à l'usage de l'Assemblée Constituante, 134 millions pour l'aménagement des résidences de M. Bourguiba et 406 millions pour l'aménagement de cinq ambassades tunisiennes à l'étranger ;
2° de Youssefistes traditionnalistes ;
3° de communistes tunisiens.

(2) Sur la première liste de 193 « collaborateurs de la France » qui passent en jugement sur l'ordre du gouvernement marocain « indépendant », on relève (d'après **Voici Pourquoi**) :
Deux grands-croix de la Légion d'honneur ;
Quatre grands-officiers de la Légion d'honneur ;
Dix-neuf commandeurs de la Légion d'honneur ;
Quarante-cinq officiers de la Légion d'honneur ;
Cinquante-trois chevaliers de la Légion d'honneur ;
Un médaillé militaire ;
Six titulaires de la croix de guerre.
En somme un précédent qui doit inspirer confiance à nos amis musulmans d'Algérie vu la parfaite impassibilité du gouvernement français... qui ne peut intervenir sous peine d'être taxé d'immixtion dans la souveraineté marocaine... C'est le résultat du « travail » Mollet-Pineau et la récompense de ceux qui refusent d'abandonner la France

C'est en fonction de ces faits que chacun doit juger la loi-cadre, mirage pour l'opinion, illusoire consolation pour les pleutres.

Car la France ne pourra pas éternellement maintenir 400.000 hommes en Algérie. Elle ne peut pas s'engager dans une guerre de Cent Ans avec une double menace sur les frontières occidentale et orientale. Et il se trouvera toujours des hommes politiques pour soutenir que l'Algérie ayant un régime particulier, l'Indépendance est l'aboutissement logique de cette discrimination. Et il est vrai en effet que la loi cadre est le tremplin de cette indépendance.

Pierre FONTAINE.

ETUDES

Le drame ignoré des Dardanelles

LES anciens combattants des Dardanelles, de moins en moins nombreux, gardent encore, plus de quarante ans après, un bien triste souvenir de leur séjour à la pointe de la presqu'île de Gallipoli.

Pour les autres Français, l'expédition des Dardanelles fut un incident malheureux au cours de la Grande Guerre, une bataille perdue.

Les causes de cette défaite devraient être expliquées dans tous les manuels d'histoire contemporaine et connues du public. Il n'en est cependant pas ainsi et il y a une raison qui le motive : cette défaite a été volontaire.

Elle ne fut pas volontaire de la part des combattants français et australiens qui ont été les acteurs de ce drame sanglant, mais de la part des organisateurs de cette expédition. On comprend que les responsables du massacre de tant de gens aient tout intérêt à laisser ignorer leur félonie.

Il nous faut pour bien la faire comprendre remonter à quelques années en arrière et nous remettre dans l'ambiance antérieure à 1914.

Au début du XXe siècle l'Europe comprenait six grandes puissances. L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie s'étaient alliées, formant Triplice. La France et la Russie avaient conclu alliance offensive et défensive et l'Angleterre restait isolée dans son île, pratiquant sa politique traditionnelle : soutenir la seconde puissance européenne contre la première.

La France venait d'être secouée par l'affaire Dreyfus qui avait fait apparaître la solidarité du Peuple Elu dispersé à travers toutes les autres nations et elle s'était heurtée à Fachoda à l'Angleterre qui peu après fit la guerre contre les Boers parce

qu'ils occupaient un territoire riche en mines d'or et de diamant. La baleine anglaise se heurtait à l'ours russe aux frontières des Indes, le joyau des colonies anglaises. Le Royaume-Uni ne voyait pas sans beaucoup d'inquiétude se développer l'Allemagne industrielle concurrente et son expansion vers Bagdad et le Moyen-Orient. Le développement de la marine allemande inquiétait beaucoup les Anglais alors maîtres des mers.

La guerre russo-japonaise de 1904 montra la faiblesse de l'empire des tsars battus sur terre et sur mer. Delcassé l'année suivante réalisa l'Entente cordiale ou soi-disant telle entre la France et son ennemi héréditaire. Dès lors nous n'eûmes plus, ayant droit à ce titre, que l'Allemagne qui nous avait enlevé l'Alsace et la Lorraine.

La concurrence au Maroc entre les financiers français Finaly et les Mamessmann allemands fut la cause de la conférence d'Algésiras. La France et l'Angleterre ne voulaient pas laisser le Maroc tomber aux mains des Allemands. Nouvelle alerte en 1908, puis le coup d'Agadir en 1911. Le vent soufflait à la guerre et la loi de trois ans fut peu après rétablie en France. En juillet 1914, le Président Poincaré et son ministre de la guerre Viviani partaient à St-Pétersbourg assurer le Tsar Nicolas II de notre indéfectible dévouement.

L'assassinat de l'archiduc neveu du vieil empereur François Joseph motiva l'envoi d'un ultimatum à la Serbie. L'assassinat de Sarajevo avait été commis par la Maçonnerie serbe. Ce fut le Tsar qui le premier donna l'ordre de mobilisation à son armée, suivi par l'Autriche et l'Allemagne. L'Angleterre se garda bien de faire connaître qu'elle jetterait son épée dans la balance.

La France avait comme objectif la reprise de l'Alsace-Lorraine. La Russie voulait, en soutenant les Slaves des Balkans, y augmenter son influence et s'emparer de Constantinople, clef des détroits donnant accès libre en Méditerranée. L'Angleterre voyait une belle occasion de laisser s'affaiblir les grandes puissances continentales et de devenir au moindre prix la maîtresse de l'Europe. A aucun prix, elle ne voulait laisser la Russie s'emparer des Détroits.

La nation juive, sans le laisser apparaître, était plus que toute autre intéressée à la chute de la monarchie tsariste. Elle lui reprochait de refuser à tous les israélites l'égalité des droits et de les cantonner dans les provinces frontières de l'Ouest leur interdisant ailleurs toute activité commerciale ou autre.

Les nihilistes ne cachaient pas que leur but était d'abattre la monarchie des Romanov et les grandes banques américaines juives de New-York, Kuhn, Loeb, Jacob Schiff and C° les finançaient largement depuis le début du siècle. Les hautes sphères anglaises, de compte à demi avec celles de la Nation juive ne pouvaient l'ignorer.

Les cartes étaient distribuées, le jeu de la guerre allait commencer, chaque joueur jouant à sa façon.

Les hostilités à peine commencées, les deux croiseurs allemands qui se trouvaient en Méditerranée bombardèrent les ports de Philippeville et de Bône. Le « Goeben » et le « Breslau » filèrent à grande vitesse vers l'Est, passant devant Malte qui ne réagit pas et arrivèrent aux Dardanelles qu'ils franchirent sans encombre et se réfugièrent en Mer de Marmara, mouillant devant Ismidt, sans protestation des Turcs.

Il avait été convenu avec les Anglais que toutes les unités des marines de guerre anglaises et françaises de la Méditerranée seraient sous le commandement de l'amiral français de la Méditerranée. Un amiral anglais commandait la flotte anglo-française de l'Atlantique.

On ne sait pour quelle raison l'amiral français ne donna pas à des cuirassés l'ordre d'aller écraser les deux croiseurs sous le feu de leurs pièces supérieures en portée et en puissance. Les forts turcs avaient laissé passer ces bâtiments. Ils ne pouvaient d'ailleurs faire autrement, car ils étaient désarmés.

Les Anglais firent alors connaître à la France que les Détroits se trouvant en dehors de la Méditerranée, ils se réservaient le commandement de toute entreprise ayant pour but de les franchir, mais sans faire connaître quelle pouvait être le ou les motifs de cette décision assez anormale. Le gouvernement français se le tint pour dit et ne fit aucune objection.

Cette décision émanait d'un diplomate alors âgé d'une quarantaine d'années qui avait déjà une grande autorité au Ministère des Affaires étrangères anglais, et qui devait par la suite avoir quelque célébrité, c'était Sir Winston Churchill. Son but inavoué était d'empêcher les Russes de s'emparer du Bosphore, de Constantinople et des Dardanelles qui leur aurait donné libre accès en mers libres, pouvant couper la route des Indes.

La Russie avec une population quatre fois supérieure à celle de la France, disposait d'une masse d'hommes considérable. Une armée doit disposer de matériel, d'équipements, d'armes

de tous genres et de munitions en quantité largement suffisante si l'on veut qu'elle soit efficace. Or, la Russie n'avait comme manufactures et industries qu'un beaucoup trop petit nombre d'usines. Elle ne pouvait guère en créer de nouvelles en temps de guerre, n'ayant ni machines-outils ni matières premières, acier notamment.

Le seul moyen de rendre l'armée russe efficace et de lui permettre d'obtenir la victoire ou d'y contribuer largement était de lui fournir ce qui lui manquait. Il suffisait d'ouvrir un atlas pour voir que le seul moyen de les lui faire parvenir était de passer par les Détroits et de livrer dans les ports de la Mer Noire.

C'était donc dès le début de la guerre, dès le premier mois, et même dès la première semaine qu'il fallait foncer pour maintenir ouverte cette porte qui n'avait pas besoin d'être enfoncée puisqu'elle était ouverte. Il n'était nul besoin d'être grand stratège pour le voir.

On pourrait dire que tout au début on était loin de supposer que la guerre durerait si longtemps, les économistes distingués avaient déclaré qu'elle ne pourrait durer plus de trois mois. Or, si la guerre a duré si longtemps la cause principale est l'inertie dont l'Angleterre a fait preuve, voulue et commandée par Sir W. Churchill.

Ce n'est que peu d'années avant sa mort que Claude Farrère écrivit « La Garde aux Portes de l'Asie » où cet ancien officier de marine donna un extrait du journal de bord d'un de ses camarades qui pendant des mois croisa devant la presqu'île, n'arrivant pas à comprendre plus que les autres marins français ce que les Anglais attendaient pour entrer dans le goulot. Ce n'est que le 18 mars 1915, soit sept mois et demi après la déclaration de guerre qu'ils entrevirent la vérité.

Ce fut en effet ce jour-là seulement que l'armada franco-anglaise, composée de cent un bâtiments de guerre de tous modèles entra dans le détroit et remonta le courant vers la Mer Noire. Quand les premiers arrivèrent au niveau de Tchanak, à mi-route de la Mer de Marmara, juste salués par quelques obus sans effet sur les blindages, ordre fut donné par l'amiral anglais de faire demi-tour. C'est par signaux à bras passés de bateau à bateau qu'il fut transmis et enregistré sur chacun d'eux. On obéit et l'on revint au point de départ, en ordre impeccable comme lors d'une revue navale, chaque bâtiment bien aligné et à sa place. On ne tint pas compte que toutes les mines dérivan-

tes lancées en amont par l'ennemi suivaient la côte d'Asie où le courant les poussait. Le cuirassé Bouvet sauta sur l'une de ces mines et se retourna aussitôt engloutissant ses 640 hommes d'équipage. On avait préféré l'ordre du défilé à la prudence si utile en temps de guerre pour éviter les pertes inutiles.

Une seule explication était d'une clarté aveuglante : les Anglais se contentaient de faire un simulacre d'attaque et refusaient de forcer les détroits. Ils avaient espéré que le feu des forts turcs justifierait l'ordre de faire demi-tour. Ils avaient à peine salué de quelques rares obus, l'ordre de faire demi-tour fut donné quand même par l'amiral qui l'avait en poche avant le départ.

Il avait cependant bien fait tout ce qui lui avait été possible en montrant pendant des mois ses bateaux et en envoyant quelques obus aux Turcs pour qu'ils mettent leurs forts en état de tirer.

On a dit et écrit que c'est à la suite de l'échec de la tentative navale qu'il avait été décidé une expédition par terre, mais c'est inexact, car l'ordre de former un Corps expéditionnaire comprenant deux divisions françaises fut donné avant le 18 mars.

Le G.Q.G. français présumant la réussite de la marine envoyait des troupes pour assurer la sécurité des rives des détroits. Les Anglais aussi devaient fournir deux divisions australiennes.

Le commandant en chef de cette expédition était le général Hamilton. Il était connu dans les milieux militaires français par un gros livre qu'il avait écrit après la guerre russo-japonaise. Il avait été attaché militaire au G.Q.G. russe. Un critique n'est pas forcément un général capable de commander une armée. Il lui fut donné pour le commandement des deux divisions françaises le Général d'Amade qui avait suffisamment prouvé sa valeur au Maroc les années précédentes.

Les troupes hâtivement formées et envoyées à Marseille furent embarquées à destination de Moudros et d'Alexandrie où il fut utile de les regrouper.

Les Turcs et surtout les Allemands venus à leur aide avaient amené dans la presqu'île des troupes et des canons. L'extrémité sud dominée par un sommet, Achi Baba, avait été mise en état de défense, des réseaux de barbelés couvraient la plage de Seddul Bahr, avec des nids de mitrailleuses placés au-dessus.

Un débarquement ne réussit bien que si l'on n'est pas attendu. Lors Hamilton joua la difficulté en choisissant le seul bien défendu. Les pertes australiennes furent sévères.

Le Général d'Amade fit débarquer la brigade coloniale française sur la côte d'Asie. Le fort de Koum Kaleh tomba dès l'attaque menée en vitesse et la troupe fonça en avant jusqu'à la fin de la journée. Il suffisait de faire débarquer le plus possible de troupes pour que l'avant, se sentant soutenu continue son avance. C'est alors que parvint l'ordre de revenir au point de départ et de rembarquer. Le général d'Amade eut beau faire valoir que pour être maître d'une route il était nécessaire d'en tenir les deux côtés, faire valoir qu'il suffisait d'exploiter le succès obtenu, rien n'y fit, lord Hamilton maintint son ordre qu'il fallut bien exécuter le cœur navré.

On pourrait supposer que le Lord, mécontent de voir les Australiens piétiner sous le feu des Turcs fût jaloux du succès des Français. Il est plus logique de penser que lui aussi avait l'ordre de ne pas prendre la presqu'île.

Après une douzaine de jours d'efforts et au prix de pertes très élevées on occupait un triangle équilatéral n'ayant pas quatre kilomètres de côté, dont l'un face au nord était occupé par les lignes de tranchées. Elles ne purent être avancées par la suite que de quelques centaines de mètres sur quelques points.

Le général d'Amade comprenant l'incapacité d'un tel chef, car ne pouvait lui venir à l'idée une telle duplicité de la part du haut commandement anglais, demanda d'être relevé de son commandement, ce qui lui fut accordé et il repartit en France. Les généraux français firent de leur mieux mais les résultats étaient loin de justifier les pertes subies lors d'attaques de faible envergure. L'année 1915 marqua l'inutilité de ces actions de détail et le calvaire de l'infanterie mal soutenue.

L'arrivée du Général Gouraud en juin rendit confiance aux troupes françaises mais la malchance voulut que ce grand chef fût grièvement blessé lors d'un bombardement. Ce fut l'arrêt de l'offensive, on se borna à tenir les tranchées que les Turcs n'osèrent jamais attaquer.

Les Russes qui attendaient avec impatience que les alliés pénètrent en Mer Noire durent être dépités par l'échec de la marine et reprendre quelque espoir en apprenant le débarquement de troupes.

Pour leur donner quelque espoir, les Anglais tentèrent en août un autre débarquement en baie de Suyla, au nord d'Achi Baba qui aurait ainsi pu être pris à revers. L'effet de surprise se produisit, les troupes australiennes mirent pied à terre mais ne s'avancèrent que jusqu'à l'heure du repas, laissant à quelques

compagnies de gendarmes le temps d'arriver et de les bloquer trop près de la côte. Elles ne comprenaient que de l'infanterie. L'offre du général Bailloud qui avait offert de mettre à leur disposition l'artillerie de sa division fut refusée par Lord Hamilton. Ces Australiens n'avaient jamais vu le feu.

Elles auraient été beaucoup mieux à leur place en remplaçant dans les tranchées les deux divisions françaises qui, reposées quelques jours à Moudros et jetées à l'improviste en baie de Suyla auraient en quelques heures atteint la mer de Marmara. Ce n'était certainement pas le but du général anglais.

Quinze jours après le débarquement, les troupes franco-australiennes occupaient un triangle de trois à quatre kilomètres de côté, celui du nord étant la ligne de tranchées adverses, les deux autres bordés par la mer. L'altitude maxima était d'une soixantaine de mètres, il était dominé par Achi-Baba dont la côte était de 230 mètres. Turcs et Allemands voyaient donc du haut de ce fort tout ce qui se passait en contre-bas. Toutes les tranchées alliées, de combat et de repos, en direction est-ouest recevaient des obus venant d'un secteur de 180°, les batteries de la côte d'Asie prenant nos tranchées en enfilade. Pour déloger l'ennemi auquel on avait donné tout le temps nécessaire de s'organiser, on devait faire des attaques de front très coûteuses et ne pouvant permettre que de faibles avances sur un front étroit. Partout ailleurs un débarquement n'aurait trouvé qu'une résistance faible ou nulle, permettant une guerre de mouvement et de manœuvres. La preuve en est faite par Koum Kaleh sur la côte d'Asie et la baie de Suyla sur la côte d'Europe. Il aurait suffi d'exploiter en fonçant en avant mais Tamilton comme l'amiral anglais n'avaient qu'à exécuter l'ordre émanant de Sir Winston Churchill, faire un simulacre pouvant donner aux Russes l'illusion que les Alliés cherchaient à les aider.

Les historiens et les critiques militaires qui ont relaté la campagne des Dardanelles se sont bornés à raconter ce qui s'est passé jusqu'à la date du rembarquement définitif qui a eu lieu le 8 janvier 1916. Une division française, la 156e commandée par le général Bailloud avait été retirée à partir du premier octobre et envoyée à Salonique pour y créer un nouveau front afin d'aider les Serbes attaqués par les Bulgares.

Les causes de l'échec n'ont pas été recherchées, sans doute volontairement, car il est toujours pénible de faire apparaître la duplicité et la félonie d'un cordial allié.

Claude Farrère, marin, l'a clairement fait apparaître jusqu'au 18 mars 1915 et nous venons de voir que ce qui s'est passé jusqu'au 8 janvier 1916 le confirme et l'aggrave.

Un amiral et un général anglais ont accepté de perdre leur réputation et de passer pour des chefs incapables ou malheureux pour servir leur pays.

Son but n'était pas en jetant son épée dans la balance avec un retard calculé d'aider la France à vaincre l'Allemagne mais d'abattre l'Ours russe qui convoitait Constantinople, on sait maintenant ce qu'elle a fait pour s'y opposer. Un amiral anglais, peu au courant du but à atteindre a raconté comment l'Angleterre a ravitaillé l'Allemagne en matières premières indispensables par l'intermédiaire des petites nations neutres voisines. On a aussi éprouvé une certaine surprise quand on a su que le Roi d'Angleterre n'avait fait aucun geste pour sauver la vie de son cousin Nicolas II et de sa famille.

Il est vrai de dire que la France alliée du Tsar laissa le baron Edouard de Rotschild envoyer le nickel de ses mines de Nouvelle Calédonie aux Allemands. Ce métal n'était pas contrebande de guerre.

Si la flotte française avait reçu l'ordre de poursuivre les croiseurs allemands, elle aurait sans difficulté pénétré en mer de Marmara dès le mois d'août et ses cuirassés auraient coulé les bâtiments allemands. La Turquie ne serait pas entrée en guerre et l'armée russe aurait été ravitaillée en armes et munitions, de plus en plus, lui permettant de doubler ses effectifs et donner plein effort. La guerre aurait été abrégée et sans doute terminée par notre victoire avant la fin de 1915.

Que de deuils et de ruines auraient ainsi été évitées. La terrible bataille de Verdun n'aurait pas été possible.

L'Angleterre a-t-elle été récompensée de sa duplicité et de sa félonie ? Rien ne le prouve, car ce fut le dernier arrivé, le combattant de la onzième heure qui dicta non seulement les conditions d'armistice, mais celles de la paix de Versailles réglant le sort de l'Europe.

Il est rare qu'un crime paie bien ses auteurs.

Le principal responsable du drame des Dardanelles, Sir Winston Churchill n'a pas jugé utile de s'en vanter dans ses Mémoires, la page qu'il aurait pu écrire aurait mieux fait comprendre celle de Mers-el-Kébir.

Chaque année, à l'occasion de l'anniversaire du 28 avril, les Anciens Combattants des Dardanelles vont porter une couron-

ne au monument aux Morts à Alger. D'année en année, ils sont de moins en moins nombreux, non seulement parce que les années qui passent éclaircissent leurs rangs, mais parce que certains, ceux qui savent pourquoi ont été tués et blessés tant de leurs vaillants camarades, ne veulent pas voir un représentant officiel anglais déposer une couronne d'œillets rouges. Elle représente pour eux autre chose que les regrets d'un criminel.

Les manuels d'histoire que lisent les écoliers de France ne parlent de l'expédition des Dardanelles que comme tentative justifiée mais non réussie. Il ne faut pas qu'ils sachent qu'elle n'a échoué que par la ferme volonté de nos Alliés qui avaient conclu avec nous une Entente si cordiale.

Il est très utile, au moins pour eux, que la foule ovationne Sa Gracieuse Majesté quand elle nous fait l'honneur de venir visiter notre capitale et que notre Marine comme notre Armée restent à la disposition d'Albion. Suez en est un exemple récent.

N'était-ce pas un Sage, ce Roy de France qui demandait à Dieu de le protéger de ses amis. De ses ennemis, il s'en chargeait seul.

Jean LORIN.

Elie DELOCHES

L'impératif pétrolier s'affirme pour les pays libres

Des organismes officiels viennent de publier les chiffres de production et de consommation du pétrole dans le monde. Depuis que M. Pierre Fontaine a attiré l'attention générale sur les incidences internationales des problèmes du pétrole et, en particulier, dans « *La Nouvelle Course au pétrole* », ces chiffres ne peuvent laisser personne dans l'indifférence. Ils confirment les horizons, insoupçonnables pour les profanes, que l'écrivain a ouverts sur la lutte que se livrent les grands du monde pour assujettir les pays dépourvus de ressources énergétiques suffisantes à leur économie nationale.

La production de pétrole des Etats-Unis en 1957 n'a pas progressé sur celle de 1956 alors que la production mondiale a passé de 837 millions de tonnes à 880 millions.

Les Etats-Unis ont donc produit 352 millions de tonnes de pétrole brut, mais leur consommation s'est élevée à 9 107.000 barils par jour, soit (à 158 litres 984 au baril), 528 millions de tonnes par an. *Les Etats-Unis sont donc tributaires du pétrole étranger pour 176 millions de tonnes.*

Si l'on totalise les productions pétrolières des Amériques (sauf U.S.A.), nous trouvons, pour 1957, 205 millions de tonnes.

Quelle est la consommation totale des Amériques (en dehors des U.S.A.) en 1957 ? 2.257 barils par jour, soit annuellement 130 millions de tonnes.

La quantité disponible que les Amériques peuvent laisser aux U.S.A. (205-130) est de 75 millions de tonnes. Or, les Etats-Unis ont besoin de 176 millions de tonnes de pétrole étranger...

Ainsi, les chiffres, un peu secs, démontrent mieux que n'importe quel discours « l'impératif pétrolier » qui pèse sur le gouvernement de Washington. Beaucoup de sources de production pétrolières des Amériques ne sont pas contrôlées par les sociétés américaines ; elles alimentent des marchés extérieurs au continent américain. Les Etats-Unis ne peuvent donc compter que partiellement sur elles. D'où l'impérieuse nécessité pour Washington de mener en tout premier lieu une diplomatie axée sur le contrôle ou la possession de sources pétrolières, non seulement en dehors des Etats-Unis, mais encore en dehors des Amériques. Cela est un point très important qu'il faut savoir gré à M. Pierre Fontaine d'avoir mis en relief le premier et que les chiffres de 1957 confirment avec éloquence.

Le Moyen-Orient a produit 176 millions de tonnes de pétrole en 1957. Quelles sont les parts principales des sociétés américaines sur cette production ?

Arabie Séoudite, 59 millions de tonnes (100 % américaine) ; Koweit, 57 millions de tonnes (50 % américaine) ; Iraq, 21 millions de tonnes (23,75 % américaine) ; Iran, 35 millions de tonnes (40 % américaine), pour l'essentiel.

Avec le Moyen-Orient (plus une partie de la production d'Extrême-Orient - Sumatra), les Etats-Unis sont tranquilles, ils assurent leur consommation intérieure et demeurent de grands fournisseurs mondiaux. Mais, si le Moyen-Orient venait à échapper au contrôle économique américain et passait sous contrôle soviétique qui dirigerait la production pétrolière, par exemple vers la Chine sous-industrialisée, les Etats-Unis pourraient se trouver devant une situation excessivement délicate.

L'U.R.S.S. progresse à pas de géant dans la production pétrolière ; de 83 millions de tonnes en 1956, elle annonce 98 millions pour 1957, soit, pour le bloc Europe orientale-Chine, un total de 112 millions de tonnes La motorisation privée n'étant pas outrancière, aucun déséquilibre entre la production et la consommation. *L'U.R.S.S. ne dépend d'aucun apport extérieur pour ses ressources énergétiques.* Au contraire, elle exporte du pétrole, en particulier vers la France. Les Soviétiques intensifient à tel point leurs prospections pétrolifères sur leur propre territoire qu'ils annoncent pour 1965, une production de 160 millions de tonnes. Ce sera la concurrence à mort des prix avec les Américains.

De 1949 à 1957, la production pétrolière soviétique a passé de 33 millions de tonnes à 98 millions. De 1949 à 1957, la production pétrolière de la France métropolitaine a oscillé de

58.000 tonnes à 1,415 million de tonnes, à peine 10 % de sa consommation intérieure (17.605.000 tonnes). L'Afrique du Nord et l'Afrique noire ne lui ont donné que 261.000 tonnes en 1957.

Notons encore pour la France : 561 millions de mètres cubes de gaz naturel contre 5 milliards de m3 en Italie et 301 milliards de m3 aux U.S.A.

Les graves incertitudes qui pèsent sur l'avenir français en Afrique n'ont aucunement stimulé les recherches et prospections en France que les meilleurs spécialistes s'accordent à déclarer particulièrement favorables aux secrétions pétrolières avec ses terrains sédimentaires. Il semble, à la lumière des quelques chiffres cités plus avant, que M. Pierre Fontaine ait raison dans ses ouvrages : le drame du pétrole, source énergétique indispensable à notre économie et à notre indépendance diplomatique, se situe davantage à Paris qu'à Londres ou à Washington.

Elie DELOCHES.

CHRONIQUE DU MOIS

L'ordre républicain troublé par les gardiens

Les incidents, parfois burlesques, qui ont marqué, le 13 mars, la manifestation de la police parisienne ont illustré de façon assez inattendue l'aggravation de la crise du régime dont nous avons analysé les causes les plus récentes dans notre chronique de Janvier.

Un avenir peut-être proche dira s'ils ont été le signe avant coureur d'événements qui la précipiteront vers le dénouement que nous souhaitons ou s'ils en auront freiné, au moins pour un temps, l'inéluctable évolution.

De toutes manières nous pensons qu'il convient d'être circonspect aussi bien dans l'interprétation politique que l'on fait de la journée du 13 mars que dans les conclusions que l'on peut être tenté d'en tirer.

Tout ce que l'on peut, croyons-nous, dire sans risques d'en forcer le sens, des événements du 13 mars, c'est que le régime n'est plus assuré, en cas de difficultés, de pouvoir compter sur le loyalisme sans défaut de tous les éléments de sa police. C'est un fait qui n'est évidemment pas négligeable et l'on comprend que sa révélation quelque peu bruyante ait fait naître l'inquiétude de ceux qui croyaient bien pourtant avoir, à la faveur de l'Epuration, fabriquée une police à leur dévotion. Mais de là à dire comme certains tentent de le faire croire pour réclamer ou justifier d'éventuelles poursuites contre les organisations de l'opposition non communiste, ou comme d'autres le croient un peu vite sur la foi de renseignements incontrôlés ou d'apparences trompeuses, que la police en proie au noyautage « fasciste » est sur le point de passer dans le camp des ennemis du régime, il y a de la marge.

Que la police n'échappe pas plus que le reste de la nation à l'antiparlementarisme et que le régime y soit aussi discrédité qu'ailleurs et peut-être même plus, ce qui n'aurait rien de surprenant puisqu'elle supporte durement depuis quelques mois, en particulier à Paris, les conséquences de sa faiblesse devant l'action terroriste du F.L.N., c'est certain.

Il n'en est pas moins vrai que la manifestation du 13 mars n'a révélé ni chez ses promoteurs ni chez ses participants une volonté d'action contre le régime. Elle a seulement montré celle de profiter de l'anarchie qu'il engendre dans tous les secteurs de l'Etat pour obtenir en recourant à l'intimidation et au scandale plutôt qu'à la violence, la satisfaction de revendications matérielles dont personne d'ailleurs ne contestait le bien fondé.

Aucun des policiers qui manifestaient le 13 mars devant le Palais-Bourbon n'avait la moindre intention d'envahir l'assemblée nationale et de faire violence aux parlementaires, en dépit de ce que pourraient faire croire les cris « séditieux » de quelques hommes surexités. Quant aux prétendus inspirateurs clandestins aucun d'eux, s'ils existent, ne pouvait avoir l'idée absurde qu'une manifestation aussi maladroite et désordonnée pourrait à elle seule provoquer la chute du régime.

Les manœuvres à la fois voyantes et naïves de quelques députés de l'extrême droite n'ont fait que souligner le caractère improvisé d'une manifestation dont l'aspect de chahut scandaleux et provoquant s'explique plus par la colère la plus spontanée que par une volonté de subversion politique.

Cela n'empêche pas le distingué professeur Duverger qui a si brillamment pris la succession de Gaston Jèze dans la défense des « valeurs » démocratiques d'affirmer que la police est noyautée par les ennemis du régime, qui ne seraient autres que les hommes du service anti-communiste dirigé par M. Dides sous le Préfet Baylot (à qui pourtant M. Duverger fera-t-il croire que ce dernier, haut dignitaire maçonnique, est un ennemi de la Démocratie ?) et que ceux-ci n'auraient d'autre but que de transformer la police en milice. On voit que le Professeur Duverger n'en est pas à une sottise près. Il est vrai que cette sottise lui sert de prétexte à d'assez perfides et basses insinuations sur la réintégration, bien entendu scandaleuse à ses yeux, de policiers soit disant compromis avec la Gestapo.

Si les propos de M. Duverger sont autre chose que des affirmations tendancieuses, ce dont nous doutons, on a peine à croire que les hommes qu'il dénonce à la vigilance antifasciste aient pu commettre la maladresse de se découvrir en suscitant une manifestation aussi inefficace sur le plan politique puisqu'elle a fourni à point nommé au régime l'occasion de reprendre fermement en mains la police parisienne.

Nous ne savons pas quels sont les mérites respectifs de MM. Lahillonne et Papon. Du premier, on savait seulement qu'il avait été Préfet sous Pétain et que ses amitiés n'étaient pas particulièrement à gauche ; du second, on sait les liens étroits avec la SFIO à laquelle il doit sa rapide et brillante carrière. Nul doute qu'il n'ait été nommé en raison de sa rigoureuse orthodoxie républicaine et que son loyalisme intégral envers le régime ne lui fasse un devoir de mettre rapidement fin aux menaces « fascistes » dénoncées par M. Duverger.

Il y aurait aussi là pour les hommes du régime, l'amorce d'une de ces brillantes opérations de « défense républicaine » qu'ils déclenchent plus ou moins régulièrement quand leurs affaires vont mal. On a peine à croire que des ennemis du régime aient pu lui en fournir aussi sottement le prétexte.

On demande une opposition (bis)

Quelle que soit la circonspection avec laquelle il convient d'interprêter les événements du 13 mars, ce n'est pas en dénaturer le sens que de dire qu'ils illustrent à nouveau l'extraordinaire décadence dans laquelle est tombé l'Etat sous la 4e République. Au degré qu'elle a recemment atteint la faiblesse du régime devrait normalement devenir provocatrice et inciter irresistiblement ses ennemis à lui porter les coups auxquels il succomberait rapidement et, vraisemblablement, sans opposer beaucoup de résistance, puisqu'au malaise dans l'armée, vient s'ajouter un malaise dans la police qui révèle que la seconde n'est pas plus sûre pour lui que la première.

Or nous nous trouvons en ce moment en France devant une situation probablement sans précédent, et que peuvent seuls expliquer l'état de l'opinion tel que nous l'avons analysé dans notre chronique de Janvier, la demi-prospérité et la conjoncture politique mondiale et qui est la suivante : Un régime en pleine décomposition sous l'effet d'agents purement internes, qui tient debout par on ne sait quel miracle et qui n'a pratiquement contre lui aucune opposition capable ou désireuse de provoquer sa chute.

Il y a pourtant actuellement deux oppositions dont la deuxième est à vrai dire plus à l'état de virtualité que de réalité politique véritable et dont il n'est pas toujours aisé de cerner les contours : l'opposition communiste et l'opposition nationaliste.

On pourrait même ajouter une troisième opposition qui fait beaucoup parler d'elle ces derniers temps, l'opposition « gaullis-

te », s'il ne s'agissait en réalité d'une opposition de complaisance dont le rôle, en cas de faillite du régime, est de sauver du naufrage la plupart de ses fondateurs et de ses équipes dirigeantes et de le ressusciter à peu près identique à lui-même.

Or, ni l'opposition communiste ni l'opposition nationaliste, ou pour reprendre le vocabulaire politique classique ni l'extrême gauche, ni l'extrême droite, ne menacent actuellement de manière sérieuse le régime.

Peu d'observateurs politiques ont jusqu'à présent souligné l'évolution suivie par le parti communiste au cours des deux dernières années, évolution au cours de laquelle il a provisoirement perdu tout caractère révolutionnaire. On ne peut en effet manquer de constater que le parti communiste a pratiquement renoncé à toute action de masse et à toute campagne d'agitation violente sur le plan politique et social et ne manifeste plus qu'une opposition parlementaire et académique à l'ordre bourgeois. On n'a pas assez souligné par exemple le rôle à peu près nul joué par le communisme dans les violents conflits sociaux dont Nantes et Saint-Nazaire furent le théatre en 1956 et 1957 et où semblèrent revivre l'esprit et les méthodes de combat du syndicalisme révolutionnaire d'avant la première guerre mondiale.

Sans doute le souci de l'Union Soviétique, surtout après l'insurrection hongroise et la non-intervention américaine, de ne pas bouleverser le rapport des forces en respectant, comme Washington, le partage de l'Europe conclu à Yalta et confirmé à Potsdam et de favoriser, par une « mise en veilleuse » des partis communistes occidentaux, la réunion de cette conférence « au sommet », grâce à laquelle les dirigeants soviétiques espèrent aboutir à un provisoire partage du monde avec les Etats-Unis, peut-il expliquer dans une certaine mesure la passivité actuelle du parti communiste.

Mais il ne l'explique pas entièrement parce qu'il n'est pas aussi certain que beaucoup le croient et cela ne peut pas échapper aux soviétiques, que les Etats-Unis interviendraient dans le cadre de l'OTAN au cas où les communistes, par une reédition française du coup de Prague, parviendraient à s'emparer du pouvoir grâce au Front Populaire. Récemment interrogé par un journaliste au cours d'une conférence d'information au SHAPE sur ce que ferait l'armée américaine dans une telle éventualité, le général Norstad répondit que l'alliance atlantique interdisait toute intervention dans les affaires intérieures des Etats Membres. C'est une réponse qu'on ne saurait trop méditer et qui révèle l'inefficacité d'une coalition militaire classique comme l'OTAN contre la multiplicité et la diversité des moyens dont dispose et qu'utilise l'expansionnisme soviétique.

La mollesse de l'opposition communiste requiert donc une autre explication que l'on peut peut-être trouver dans la demi-prospérité dans laquelle nous vivons depuis quelques années. Cette demi-prospérité a provoqué une amélioration très sensible du niveau de vie ouvrier. qui contredit, soit dit en passant, la thèse marxiste de la paupérisation continue et qui ne favorise évidemment pas une action révolutionnaire contre le régime.

On pourrait ajouter à cela l'impuissance confirmée du P.C. à utiliser la guerre d'Algérie comme prétexte d'action subversive en raison du racisme instinctif des milieux populaires et du terrorisme aveugle du FLN. Quand à l'opposition nationaliste nous avions commencé dans notre dernière chronique à analyser, afin de voir si on pouvait y porter remède, les causes de son impuissance actuelle à tirer profit de l'aggravation de la crise interne du régime.

Le réveil du nationalisme français dont nous notions il y a exactement deux ans les premières manifestations dans une chronique où nous posions prématurément la question « Sommes-nous en 1934 ? » est maintenant un fait généralement admis. Le « souffle national » frappant de plein fouet les consciences, dont parlait non sans inquiétude **l'Express** en 1956, a pris de l'ampleur, mais il n'a malheureusement pas été aussi irrésistible que le craignait M. Servan-Schreiber et ses amis. Si M. Félix Gaillard pouvait, non sans démagogie, dénoncer l'autre jour à l'assemblée les menées de « l'extrême droite renaissante », M. Raymond Barillon pouvait aussi dans les colonnes du **Monde**, non sans une humiliante satisfaction, recenser les maigres effectifs que se disputent les groupuscules auxquels se réduit encore cette extrême droite, noter l'absence d'hommes ayant une autorité suffisante pour lui éviter de se déchirer en d'interminables rivalités personnelles, souligner la confusion et la consternante pauvreté qui caractérisent sa « pensée » politique et conclure, à mots voilés, qu'elle ne constituait pas un danger pour le régime.

Il est de fait que ce réveil du nationalisme français reste, après deux années, très anarchique et que, comme nous l'écrivions en avril 1956, son action est désordonnée, son organisation incertaine et sa volonté confuse. Nous notions à cette epoque, et c'était un trait qui nous avait incité à évoquer 1934, la part importante prise par les associations d'anciens combattants en particulier ceux d'Indochine et d'Algérie, dans la renaissance du nationalisme. C'est un trait qui n'a fait que s'accentuer, mais on doit noter que cette renaissance touche maintenant une jeunesse qui n'a pas combattu mais que commencent à indigner très fort les humiliations constantes que le régime inflige à la nation.

L'extraordinaire rajeunissement des auditoires qu'attirent les mouvements nationalistes est l'un des faits les plus frappants de

ces derniers mois. Malheureusement ce réveil reste surtout parisien. Les mouvements nationalistes, et c'est en quoi le poujadisme s'était distingué d'eux, n'ont pas d'implantation provinciale. Leur turbulence parisienne ne saurait compenser cette cause majeure de leur faiblesse et de leur inefficacité.

Paralysée par ses divisions, par les querelles grotesques ou sordides qui opposent les mouvements qui la composent, l'opposition nationaliste n'oppose au régime ni positions politiques ni doctrine unique.

La politique « européenne » a longtemps opposé ses journaux et revues et si tous les nationalistes sont unanimes à vouloir maintenir l'Algérie sous la souveraineté française, ils se divisent sur la politique à suivre pour parvenir à ce résultat. Tout récemment les prises de positions de Jean-Marie Le Pen en faveur de l'assimilation ont soulevé de violentes critiques de la part d'hommes qui s'affirment également hostiles à une solution fédéraliste. Il est vrai que l'une et l'autre de ces solutions ne peuvent avoir que des effets désastreux dans le cadre des institutions actuelles, c'est le seul point qui fasse finalement l'unanimité. Certains, partisans d'une Europe unie, mais d'une Europe « atlantique » parce qu'ils ne croient pas à la possibilité, même à longue échéance d'une Europe indépendante, estiment, obsédés par la crainte du danger communiste qui pourtant n'est plus militaire ou en tout cas plus uniquement, que la France doit rester obeissante et fidèle à l'alliance atlantique « perinde ac cadaver ». Ils ont condamné violemment l'expédition de Suez, justifié avec embarras mais justifié quand même l'attitude des Etats-Unis envers Bourguiba dans l'affaire des livraisons d'armes, réprouvé le bombardement de Sakiet et approuvé les « bons offices ». Ils sont prêts, sans oser le dire encore ouvertement et bien qu'ils adoptent apparemment les positions des « ultra » algériens, à accepter une solution « atlantique » du problème nord-africain. D'autres qui sont d'ailleurs la grande majorité, plus instinctivement, plus spontanément nationaliste, manifestent une hostilité de plus en plus grande à la politique arabe et maghrebine des Etats-Unis, sans toujours d'ailleurs mettre en cause l'alliance atlantique ; mais souvent hostiles à l'unité européenne, ils ne voient pas que celle-ci est le seul moyen qui s'offre à la France d'échapper à une subordination mortelle.

Mais il y a plus grave pour l'avenir. A l'exception des héritiers du nationalisme Maurassien, l'opposition nationaliste n'a pas de doctrine cohérente et accordée avec les grands problèmes politiques, économiques et sociaux du monde moderne, susceptible d'être opposée à l'idéologie à la fois médiocre et funeste du régime. A cet égard les petits mouvements qui s'en réclament s'en tiennent à la phraseologie à la fois simpliste et confuse qui

caractérisa la « doctrine » des « nationaux » entre les deux guerres et de la « Révolution nationale » vichyssoise.

L'effort de synthèse, renouvelé de celui qu'avaient tenté à l'aube du siècle nationalistes maurrassiens et socialistes soreliens, ébauché au P.P.F. avant 1939 pour trouver les voies d'un socialisme national qui seul nous semble pouvoir être efficacement oposé aux deux incarnations de la démocratie moderne : le capitalisme et le communisme, semble abandonné.

Il est vrai que l'activisme sans action qui caractérise ces mouvements n'a que faire d'une doctrine.

Dans ce vide intellectuel inquiétant, seule, il faut le dire ici malgré les questions qui nous séparent d'elle, l'équipe de **La Nation française** fait depuis deux ans sous l'impulsion de Pierre Bontang un effort intelligent et fécond pour renouveler le nationalisme français en lui donnant une formulation à la fois moins scolastique et moins littéraire que celle que lui avait donnée **l'Action française** (« **L'Action française** a été avec la N.R.F. l'institution littéraire la plus réussie du premier quart du 20e siècle dans le monde entier » écrivait avec sa coutumiere et lucide ironie Drieu la Rochelle). L'intérêt attentif qu'elle porte aux questions économiques, sociales et techniques qui sont la vie même de notre génération, le sérieux qu'elle apporte à ses controverses qu'elle veut fécondes et aussi éloignées que possible des violences verbales et des polémiques personnelles dans lesquelles se complurent trop souvent les fondateurs de **l'Action française**, son rejet du passéisme stérile qui est trop souvent le fait des journalistes de l'opposition doivent retenir l'attention de tous ceux qu'inquiète l'avenir français.

Jacques POILLOT.

Les notes du mois de l'huissier sans chaîne

Le grand mystère diplomatique 57/58· Après le lancement du premier Spoutnik, M. Krouchtchev proposa une « conférence au sommet » que le président Eisenhower repoussa aussitôt. Or, aujourd'hui, il n'est question que de cette « conférence au sommet » ! Que s'est-il passé ? Une conférence de plus disent les Occidentaux ! A moins que... suggéra un diplomate Et l'on fit savoir à K qu'une conférence ne servirait à rien puisque l'U. R.S.S. faisait saboter les gouvernements avec lesquels elle désirait s'entendre par les partis communistes locaux. Donc, à moins que Moscou abandonne sa propagande par les p. c. étrangers, pas de « conférence au sommet ». K fit alors entendre que si les chefs d'Etat s'entendaient, l'agitation interne devenait inutile donc l'U·R.S.S. abandonnait à leur sort les p. c. étrangers. Le ton changea· La prise en considération de la « conférence au sommet » remplaça le sarcasme, surtout aux Etats-Unis où la crainte du communisme devient une maladie chez certains industriels.

Quoi qu'il en soit, pour la France, les grands mouvements revendicatifs des syndicats annoncés pour le début de l'année n'ont pas eu lieu. La C.G.T. s'est tenue tranquille... enfin, jusqu'à présent.

Mieux ! L'HUMANITE a publié un « catalogue » de ses annonceurs (capitalistes) pour inciter ses lecteurs à leur réserver leurs achats. Le quotidien communiste préparerait-il son avenir matériel si K tenait parole en cas de réussite de la « Conférence au sommet » ?

⁂

Les milieux politiques socialistes français suivent avec beaucoup d'intérêt cette tentative. Si le P.C· se sépare de « l'Est » et devient le P.N.C.F. (parti national communiste français) l'idée d'un grand rassemblement « prolétarien » pourrait revivre. P.N.C.F., plus S.F.I.O., plus progressistes et « gauchistes » de l'U.D.S.R· et des radicaux mendésistes (auquel il faudra ajouter les mécontents d'outre-mer) pourraient former le nouveau Front Populaire. M. Mollet voit déjà luire l'heure de la revanche. Aussi soigne-t-on les préparatifs de cette conférence. Pineau est justement au Quai d'Orsay ! Même s'il n'était plus là, le ministère est assez truffé de membres du parti pour que tout se présente au mieux afin de lever l'hypothèque (officielle) soviétique sur le P.C. considéré comme l'obstacle à l'unité d'action.

⁂

Honnêtement, il y a longtemps que Moscou et Washington essaient secrètement de « causer ». C'est dans la crainte de voir aboutir un arrangement à deux que M. MacMillan proposa un pacte de non-agression à Moscou. Le mépris de K pour cette proposition (qui a démontré le désarroi britannique) a été ressenti amèrement par le Foreign Office dont le machiavélisme paraît en perte de vitesse. La « bascule » ne fonctionne plus et, à Ankara, pour le Pacte de Bagdad, M· Dulles, soucieux de ne pas trop mécontenter les Soviets, a, par ses réticences, porté un coup sensible à la ceinture sud-orientale couvée avec tant de soins et d'argent par Londres. A force de

jouer tour à tour contre tout le monde, y compris la Petite Europe, les gens finissent par se lasser. La City ne les influence plus ! Enfin !

⁂

En pleine démocratie !... LE PETIT CRAPOUILLOT écrit à propos de Mlle Brigitte Bardot : « La jolie B.B. touchera désormais 150 millions par film, alors qu'aucune vedette masculine française n'en palpa plus de 50 ! C'est que B.B. a conquis l'Amérique, détrônant Marylin Monroe et Jayne Mansfield et que ses films, projetés dans tous les circuits de cinés américains, rapportent des milliards au producteur. Nos ministres sont enthousiastes de cette jolie fille qui, avec son aimable postérieur, est en passe de faire rentrer plus de devises appréciées que telle firme d'automobiles !

« Détail piquant : B.B. (qui se fiche de l'argent) est tombée follement amoureuse d'un petit comédien — nous l'appelerons T — qui fait actuellement son service militaire. Or, voilà-t-il pas qu'il fut question de l'envoyer en Algérie ? Notre B.B. nationale déclara immédiatement qu'en ce cas elle laisserait tomber son film en cours. Affolé, le producteur bondit au Ministère de la Guerre où, Dieu merci ! le ministre lui-même, alerté par « Les Finances », lui donna tous apaisements. »

Deux ministères aux ordres de B.B. ! La IVe en est là !

⁂

C'est très discrètement et sans aucune publicité que les autorités de l'Allemagne de l'Ouest ont nommé M. Otto Brautgam, directeur du service « Europe orientale » au ministère des Affaires Etrangères de Bonn. En fait il s'agit d'une réintégration. M. Brautgam est un chaleureux partisan d'une alliance germano-soviétique. Le chancelier Adenauer aurait lui-même préparé l'avenir pour son successeur. Autre point qui intrigue diverses chancelleries : le nombre des anciens officiers allemands « travaillant » au Proche et au Moyen-Orient sous la coupe plus ou moins directe des Soviétiques a décuplé en moins de deux ans.

⁂

On commence à admettre, dans les milieux politiques français, que la force essentielle du P.C. résiderait moins dans le P.C. lui-même que dans une sorte de « tiers-ordre » démarqué, donc ayant des accès plus faciles un peu partout. dans la presse, on cite comme membres de ce tiers ordre, un quotidien parisien vespéral et un hebdomadaire à fort tirage, consacré à l'automobile.

⁂

Jean Galtier-Boissière a donné l'hospitalité de son **Petit Crapouillot** à Louis-Ferdinand Céline pour lui permettre d'assommer Roger Vailland, prix Goncourt 1958. Vailland ayant raconté certains épisodes de sa résistance dans le propre immeuble qu'habitait Céline pendant l'occupation, Céline répond par des faits et des noms qu'il était beaucoup plus au courant que le prix Goncourt de ce qui se passait au-dessus de son appartement. Une excellente mais trop discrète « remise en place » à un monsieur qui se reproche de ne pas avoir exécuté Céline quand il le pouvait et en toute impunité.

⁂

L'affaire des appareils de gonios est généralement étouffée par la presse. Il s'agit d'un marché de 272 millions passé par l'Air (survalué de 97 millions ». Pierre Luisat dans « Volonté Française » a donné le détail, les noms (depuis le général jusqu'aux subalternes en passant par un chef de cabinet), l'analyse du rapport d'enquête. Luisat conclut : « Tous les fonctionnaires compromis ont reçu de l'avancement ou des compensations substantielles... En revanche les officiers et fonctionnaires qui ont accompli leur devoir (en dénonçant le pot aux roses) ont été mis à l'Index ou frappés de sanctions... »

Exactement comme dans l'affaire des piastres ! Le système continue ! Les impôts aussi !

⁂

L'attentat (?) dans les lavabos du Palais-Bourbon n'a pas passionné le public malgré les efforts de la presse. Le discrédit dans lequel est tombé le parlementarisme français est tel que, si certains, ont recherché (?) un choc psychologique, l'effet serait plutôt raté ! Mais « l'opposition » (aux dires des députés) prenant plus de consistance, était-ce un prétexte à investigations dans des groupes non en odeur de sainteté ? Le succès de nouveaux organes non conformistes comme **C'est-à-dire, le Charivari**, qui joignent leurs efforts à ceux des aînés spécialisés dans le débourrage de crâne d'une opinion abusée, est-il un avertissement pour certaines consciences peu tranquilles ?

⁂

Le JOURNAL OFFICIEL du 22 juin 1957, avait publié la condamnation d'un directeur général d'une société nationalisée à une amende d'un million de francs, infligée par la Cour de discipline budgétaire, mais sans donner le nom de ce fonctionnaire. « Le Canard Enchaîné » étonné de cette discrétion demanda qui pouvait être ce personnage assez considérable pour que l'on « omit » son nom. Il vien de donner la réponse . « ...ce n'est autre que M. Jacques Piette, présentement député socialiste, confident du général Guy Mollet et comingman de la S.F.I.O. Sa condamnation à 1 million d'amende portait sur sa gestion de la Société nationale de construction aéronautique du Nord. ». Et l'organe d'ajouter en toute innocence: : « Au fait, le parti molletiste vient d'expulser un de ses membres : M. André Philip. ».

Si ce n'est pour indiscipline, pour quelle raison est-ce ?

⁂

Analysant **La Vie de la France sous l'occupation**, Jean Galtier-Boissière **écrit dans Le Petit Crapouillot** : « ...fait peu connu si les Allemands trouvèrent dans les camps d'internement de la zone sud, de si nombreux juifs étrangers qu'ils déportèrent en Allemagne, c'est que ceux-ci avaient été arrêtés au début de la guerre par les soins des gouvernements Daladier et Paul Reynaud, dont le ministre de l'intérieur était Mandel !... ».

⁂

Le docteur Félix Mounié, président de l'U.P.C. a été expulsé du Cameroun. Il s'est réfugié en Egypte où il est entré en contact avec tout ce que Le Caire compte de mœurs francophobes. Il a déclaré qu'il comptait

« adresser prochainement une demande à l'O.N.U. afin que cette assemblée reconnaisse l'indépendance du Cameroun ». **Puis il a ajouté que si l'O.N.U. n'accordait pas de suite à sa demande,** « il serait nécessaire pour les Camerounais d'obtenir des armes pour obtenir d'eux-mêmes leur indépendance ».

Après les incidents de M. M'Bida, président du Conseil, M. Jean Ramadier (fils de Paul), ne paraît avoir beaucoup de chances dans sa carrière administrative coloniale.

⁂

Au moment où la France lance un porte-avions (presque périmé avec les bombardiers rapides à grand rayon d'action) de source britannique on annonce que la flottille sous-marine soviétique se monterait à 1.200 submersibles. Malgré leurs « iles artificielles » plantées en plein Pacifique, les U.S.A. se demandent s'ils ne s'arment pas pour une stratégie désuète. Aussi, après avoir repoussé du pied « la conférence au sommet » il y a dix mois, Washington a-t-il changé d'avis. Qu'en pense la « conscience universelle » pour laquelle « le droit prime la force » ?

⁂

Le gouvernement américain est en possession d'un nouveau rapport, aux termes duquel, pour une population de 7 millions d'habitants, l'Arabie Séoudite compte actuellement au moins 500.000 esclaves. Les prix courants sont les suivants : hommes de moins de 40 ans pour gros travaux : 200.000 francs ; jeune femme : 480.000 francs ; jeune femme blanche : 800.000 francs ; jeune fille (avec certificat médical de virginité) : 1.200.000 francs.

Les principaux marchés d'esclaves sont Riyadh et La Mecque. Les « terrains de chasse » sont les autres Etats arabes, et surtout l'Afrique Noire. De naïfs pèlerins musulmans originaires d'A.E.F. ou d'A.O.F. en route pour La Mecque sont « kidnappés » à leur arrivée en Arabie. C'est ainsi que, récemment sur 21 907 pèlerins noirs qui sont passés à Abéché (Tchad) en route pour le Soudan et l'Arabie, il n'en est revenu que 9.011. (d'après **Voici pourquoi**).

Cela n'empêche pas, à cause du pétrole, MM. Eisenhower et Dulles de préférer l'Arabie à la France !

⁂

Le prince Bernard de Lippe est parti, personnellement, au Tanganyika et en Rhodésie. Après l'exil forcé des colons hollandais de l'Insulinde, les Pays-Bas ont accueilli leurs « déracinés » habitués à un autre climat. Comment utiliser cette main-d'œuvre animatrice ? Le mari de la reine Juliana s'en préoccupe en allant visiter lui-même les conditions de réinstallation des colons hollandais. En dehors de secours improductifs et provisoires, quelle activité les dirigeants français ont-ils déployée pour tenter de recaser au mieux, dans leur ambiance, les Français de Tunisie et du Maroc ?

⁂

En France, la presse a complètement omis de se faire l'écho d'un discours prononcé à Tunis, par M. le Président Bourguiba qui a dit publiquement à son peuple ce qu'il avait sur le cœur. Il rappela qu'avant le protec-

torat français le paiement des impôts et le remboursement des dettes n'étaient obtenus que par la contrainte. Or, il constata « que dans les régions où il n'y a pas eu de contrainte les gens ne payaient plus l'impôt et que sans l'emploi de la force les gens ne voulaient pas rembourser leurs dettes ». M. Bourguiba promit donc d'avoir recours à la force. Un témoin a encore noté : « La première distribution des terres aux Tunisiens ne lui a pas donné plus de satisfaction ! Bourguiba a, en effet, appris que plusieurs fellahs n'ont fourni aucun effort pour les bien travailler et pour en augmenter les rendements. Certains même ne veulent pas travailler la terre ! D'autres, des moujahidin **ou des fellagha, sans doute encore insatisfaits, deviennent des éléments de troubles et de désordre se croyant tout permis. »**

Cette fameuse « réforme agraire » fut la base... tout au moins essaya-t-on d'en persuader les Français... des revendications indigènes. Aussi toute la question nord-africaine aura été truquée pour l'opinion publique.

⁂

A propos des « éléments incontrôlés » (par Rabat) de l'Armée de Libération Marocaine, les Espagnols ont annoncé qu'ils avaient fait prisonniers deux officiers de l'Armée Royale Marocaine qui se trouvaient parmi les « éléments incontrôlés ». Mutisme de la presse française sur cet incident révélateur. Chut ! Des fois qu'on reparle du capitaine Moureau !

⁂

Dans LECTURES FRANÇAISES, Henry Coston publie un important article sur les soutiens matériels du capitalisme français à l'HUMANITE, donc au P.C. français. Nos capitalistes, qui ne se souviennent plus de 1936, ont une sorte de goût du suicide...

⁂

Les milieux politiques français parlaient à voix basse de cette extraordinaire affaire Poujade de 1955 en sommeil à la suite, disait-on, d'un « gentlemen agrément » avec un ministre. Une note de février 1958 a appris le « rebondissement » de cette mystérieuse aventure qui verrait prochainement la barre publique. L'entente tacite serait-elle rompue ? On remarque deux choses : le maintien du candidat poujediste aux élections municipales de Saint-Céré (il n'avait aucune chance au 2e tour) a permis au communiste d'être élu. C'est en plein fief de M. Mitterand (Deux-Sèvres) que Poujade a transporté son activité militante et démonstratice du petit commerce... Histoire à suivre de très près...

⁂

Quel curieux mutisme de la grande presse sur le procès qui oppose l'ancien député R.P.F. de Belfort, M. Schmittlein, à Edgar Faure ! André Figueras, dans **Volonté Française** examine « le cas Edgar Faure » et écrit même le mot « forfaiture » en demandant le renvoi de l'affaire devant la Haute-Cour. Le « Système » va serrer les coudes...

⁂

Des « manchettes » sur plusieurs colonnes dans les quotidiens pour annoncer que les Américains ont craché 600 milliards dans le bassinet français. Comme si la mendicité était une vertu et pouvait être considérée

comme une victoire ! Malheureusement, le public n'a pas été mis au courant des contre-parties politico-économiques de cette pluie de dollars. Devons-nous considérer comme un indice la puissante démarche du Foreign Office au Quai d'Ors y pour rappeler à la France ses engagements (protocole du Traité de San Remo 1920) de favoriser les entreprises britanniques pour le pétrole nord-africain ?

⁂

La loi-cadre pour l'Algérie est-elle illégitime ? Dans l'**Africain**, d'Alger, journal du général Aumeran, la question est ainsi posée :

« La Loi-Cadre pour l'Algérie transforme subrepticement les départements français d'Algérie en un Etat algérien promis à bref détal à l'indépendance. L'indépendance a pour but de permettre aux Anglo-Américains de s'emparer des immenses richesses possédées par la France en Afrique (Accord F.L.N.-U.S.A.-, jusqu'au moment où les Soviets se substitueront à nos « Alliés »... TOUT LE RESTE EST MENSONGE.

« La position de Représentants de la République Française en face de ce projet est dictée par les principes exprimés par les Députés de l'Alsace et de la Lorraine à l'Assemblée Nationale de Bordeaux, le 17 février 1871 :

« La France... ne peut pas, sans mettre en péril la continuité de son « existence nationale, porter elle-même un coup mortel à sa propre « unité..

« Une assemblée, même issue du suffrage universel, ne pourrait invo- « quer sa souveraineté pour couvrir ou ratifier des exigences destructives « de l'intégralité nationale...

« Nous tenons d'avance pour nuls et non avenus tous actes et traités... « qui consentiraient abandon... »

⁂

M. Frédéric Dupont, rapporteur du budget de l'Armée de Terre à l'Assemblée Nationale, a fait remarquer que l'Intendance achetait le litre de vin 87 frs en France et... 100 frs en Algérie. Allons, la guerre n'est pas rentable pour tout le monde !

⁂

N'est « puissance atomique » que le pays qui produit lui-même son uranium et son plutonium capables de provoquer des bombes ou des sources énergétiques plus pacifiques.

Le député M. Montalat, lors de la discussion, en commission, du budget de la Défense Nationale, a « contré » sérieusement les bruits et rumeurs « optimistes » concernant la « prochaine explosion atomique » française, en révélant que la France négociait l'achat d'uranium et de plutonium américain. La France produirait actuellement 7 grammes de plutonium par jour (1 à Saclay et 6 à Marcoule- quantité à peu près indispensable aux recherches de laboratoire et pas d'uranium 238..¡. Aussi reparle-t-on de la singulière orientation administrative de M. Joliot-Curie lorsqu'il était le « maître » de ce département de la recherche scientifique. Dix ans perdus ? Pour ne pas distancer l'U.R.S.S. ?

Ces résultats seraient « pénibles » eu égard aux sommes englouties comparativement à celles moindres de la Grande-Bretagne qui, elle, possède ses bombes « A » et « H ».

⁂

Pour le fonctionnement de la « loi-cadre » en Algérie, on installe partout des délégations municipales spéciales choisies et désignées. En résumé, on reprend très exactement la méthode de Vichy pendant l'occupation, méthode que nos dirigeants qualifient de « fasciste » parce qu'elle « colloquait » avec des représentants non élus au suffrage universel ! Malgré ces agissements similaires, une différence : les nominations actuelles sont des sages politiques. Vichy choisissait des musulmans réputés pour leur loyauté à la France et jouissant du respect de leurs coréligionnaires. Et pendant l'occupation — pourtant propice — il n'y eut aucun trouble algérien.

⁂

Pour rattraper notre retard atomique, on envisage la création d'usines dont le coût s'éleverait à un minimum de 55-60 milliards. La découverte britannique de l'hydrogène risque de rendre uranium et plutonium des « vieilles choses » sans intérêt puisque déja dépassées. Autrement dit, quand nos usines seraient prêtes à fonctionner, elles seraient déja périmées. Aussi certains pays se montrent-ils prudents dans leurs investissements. Ce qui rassure les pétroliers malgré la crise du pétrole (surpoduction), qui s'est ouverte avec la récession américaine.

⁂

Une blague du Canard Enchaîné... **qu'il faut regretter que ce ne soit qu'une blague** : « M. Lacoste dément énergiquement une rumeur selon laquelle il serait alloué une action de pétrole à tout combattant en Algérie, afin de lui donner une raison valable de se battre ».

⁂

Voici Pourquoi, l'organe de M. Jacques Soustelle, a publié les photographies de plusieurs factures allemandes. Il s'agit d'importantes commandes d'armes et de munitions modernes livrées aux rebelles algériens, si importantes que le gouvernements de Bonn ne peut pas les ignorer. De là à évoquer l'époque Streesemann-Briand... Realpolitik ?

⁂

Et la revue C'est-à-dire **reparle dOtto Karl Dupow, directeur du « Centre Eurafricain régional allemand », inspirateur et membre du « Conseil germano-arabe », cheikh d'honneur des Senoussis. Dans ce « conseil germano-arabe » ne trouve-t-on pas des F.L.N. et des musulmans touchant de plus ou moins près le parti communiste algérien ?**

Les livraisons d'armes aux rebelles à la fois par l'Allemagne de l'Ouest et par l'U.R.S.S. (via Prague, Belgrade et Le Caire), sont-elles une coordination ou une « course d'influence » pour se bien placer auprès des futurs (éventuels) maîtres de l'Algérie ?

⁂

Il est curieux de constater qu'un an avant ces récentes informations (encore étouffées par la grande presse), Pierre Fontaine, dans son ouvrage « Dossier Secret de l'Afrique du Nord », avait consacré un chapitre aux candidatures allemandes » dans les affaires nord-africaines avec le rapport du Dr Karl Ritter publié sous l'égide du Centre Eurafricain, de Tanger. Bien que, plus prudents et plus discrets que les autres compétiteurs, les Allemands n'en demeurent pas moins au premier plan des acteurs intéressés au drame algérien. Il vaut tout de même mieux le savoir.

Les Livres du Mois

Thierry MAULNIER : « *La Révolution du XXe Siècle* » (Ed. Plon).

Le 26 octobre 1957, un an après le soulèvement hongrois, « La Fédération » et son groupe « France-Europe de l'Est » avaient organisé une réunion destinée moins à commémorer le passé qu'à examiner les leçons que l'on pouvait en tirer pour l'avenir. Thierry Maulnier devait y prendre la parole.

Son tour venu, il sortit donc quelques feuillets et se mit à lire. Il se mit à lire d'une voix unie et triste, n'accordant que de rares regards à la salle, ne soulignant aucun effet, totalement indifférent à l'impression produite. L'assistance suivait avec bonne volonté les idées exprimées. Mais voilà que peu à peu les attentions se tendirent, il était vite devenu évident que pas un mot n'était en trop, la salle était rassemblée, du seul enchaînement des idées naissaient la vie et comme une *aventure*. Et lorsqu'il replia ses feuillets, le public témoigna de sa joie.

C'est le texte de cette intervention que Thierry Maulnier publie dans la collection *Tribune Libre*. A lui aussi, à lui surtout, il est apparu que le meilleur hommage que l'on pouvait rendre aux insurgés hongrois était de *rendre utile* leur héroïsme, d'en tirer des enseignements pour l'avenir. Car pour désespérée que fut leur action — avec la grandeur du tout ou rien — elle n'en fut pas moins essentiellement tournée vers l'avenir. Elle n'a pas été, écrit Thierry Maulnier, la dernière révolte pré-marxiste, mais la première révolte post-marxiste. Ce ne furent pas les vieux éléments réactionnaires qui menèrent le combat, mais les éléments choyés du nouveau régime, les étudiants, les conseils d'ouvriers et l'armée. C'est au cœur même du marxisme, de l'organisation marxiste qu'éclata la révolution antimarxiste. Et il est pour cela d'autant plus urgent d'en tirer la leçon et la philosophie.

Philosophie que les insurgés eux-mêmes n'ont sans doute pas clairement aperçue. Quel régime se serait instauré en cas de victoire ? se demande l'auteur. Certainement pas un régime repris du passé. Tout le monde s'accorde à penser qu'il aurait été inspiré du socialisme, mais libéral aussi, national et européen sans aucun doute.

Si donc l'espoir est déjà au-delà du marxisme, vers quoi peut-il se tendre ? L'Etat soviétique reprend exactement à son compte les méthodes de la société capitaliste bourgeoise mais au lieu

de faire servir la plus-value excédentaire au bien-être de quelques patrons, elle l'utilise à accroître la puissance de l'Etat, lui-même aux mains de quelques *managers* de la nouvelle classe administrative privilégiée. Thierry Maulnier retrouve ici quelques-unes des réflexions que faisait récemment Emmanuel Berl dans « La France irréelle » sur la puissance et la logique de la machine. Mais Thierry Maulnier retrouve aussi quelques-unes de ses préoccupations de toujours, qui tournaient autour des rapports de l'homme et de la machine, en passant au plan de l'organisation économique. La masse de la plus-value est toujours la masse de financement du progrès technique, que ce soit en Union Soviétique ou aux Etats-Unis. Mais le problème s'est aujourd'hui déplacé, dit l'auteur, l'accent n'est plus sur la production, mais sur la consommation. Depuis que le temps du monde fini a commencé, que le système d'économie mondiale est en circuit fermé, les consommateurs sont les travailleurs mêmes. L'histoire est très belle du patron américain demandant au syndicaliste en lui montrant ses robots : « Ferez-vous faire grève à ces ouvriers-là ? » Et l'autre répondant : « Non, mais leur ferez-vous acheter vos voitures ? »

Thierry Maulnier entre plus avant dans les détails mais la conclusion qu'il tire de la révolution hongroise est que l'aliénation à la production forcenée dans le système des « priorités » soviétique est aussi dépassée et aussi *déréglante* des sociétés que l'aliénation au profit capitaliste.

Le seul reproche que l'on pourrait lui faire serait de supposer un monde par trop homogène, non seulement dans chaque société mais dans chaque homme. C'est admettre que chacun connaît ses besoins ou les règle comme il l'entend. Or, il est trop clair qu'en dehors d'une organisation *inca* chaque patron espère que les *autres* ouvriers achèteront ses frigidaires ou ses voitures mais que ses ouvriers à lui lui donneront surtout de gros profits. En outre, les besoins ne peuvent jamais être satisfaits par la seule consommation puisque la machine vit *d'accélération :* il faut donc toujours susciter de nouveaux besoins, par définition inassouvis. De là naît aussi un sentiment d'affolement ou de frustration, moteur d'une certaine société peut-être mais dont — c'est ce que l'on peut dire — certains vivent mieux que d'autres.

Dans son effort passionnant pour soustraire l'homme à l'emprise de la machine, Thierry Maulnier pense simplement peut-être un peu trop la logique de la machine que l'homme s'ingénie toujours à faire mentir.

Bernard VORGE.

Algérie et Union française :

Edmond MICHELET : « *Contre la guerre civile* » (Ed. Plon).

Lorsque l'on est parvenu au bas de la dernière page du livre de M. Michelet, la première réaction est de revenir aussitôt au début. On le parcourt à nouveau, on se reporte à la Table des matières, on vérifie que fausse est décidément l'impression d'avoir laissé tomber à la lecture quelque passage essentiel, on tente désespérément de saisir une ombre de plan d'ensemble. En vain. La question demeure là tout entière : qu'a donc bien pu vouloir dire M. Michelet en écrivant ce livre !

L'auteur commence par nous expliquer qu'on s'est laissé prendre aux pièges de mots dont on a fait de véritables tabous. Et de s'attaquer — exercice à la mode — à leur décrassage. Ainsi nous apprend-il que l'on n'aurait pas dû avoir peur du mot *guerre* à propos de l'Algérie, puisque guerre il y avait. Et que cela aurait permis de la faire vraiment. Mais d'autre part, il nous apprend que le mot *indépendance*, à lui, ne fait pas peur, en un siècle d'interdépendance universelle, bien que le mot ait pris, il l'admet, pour les révoltés algériens, un véritable contenu magique.

Bien. Vient ensuite dans une seconde partie toute une série d'analyses de la Nouvelle Droite et de la Nouvelle Gauche, des milieux chrétiens, de l'armée, des Européens d'Algérie, de la politique de l'O.N.U. D'où il ressort que dans tous les horizons l'on est divisé, que l'O.N.U. nous ennuie à faire semblant que l'Ukraine et le Guatémala sont des pays indépendants — notez le balancement à droite et à gauche ! — que l'armée est somme toute animée de bons sentiments, qu'il n'est pas bien d'être ultra — sudiste, dit l'auteur — enfin qu'il ne faut ni méconnaître les aspirations des Algériens ni abandonner l'Algérie. Nous apprenons aussi que Raymond Aron « a raison de dire que la pacification contribue, en tout état de cause à creuser un fossé de plus en plus profond entre les deux communautés qu'il s'agit de réconcilier », bien que, rappelons-nous, le franc emploi du mot guerre nous eut heureusement permis de la faire !

Voilà de tièdes vérités qui font bien avancer le problème. Admettons tout de même que M. Michelet entende signifier que la *guerre* était possible et souhaitable un court moment, mais qu'il est maintenant trop tard. Quelle solution reste-t-il alors pour ne pas *abandonner* l'Algérie ? Il écrit : « Je ne vois pas en quoi l'autonomie de l'Algérie et même l'acceptation du prin-

cipe de sa *vocation à l'indépendance* à terme, dans un cadre fédéral ou confédéral, seraient forcément inconciliables avec le maintien de la France là-bas ». Une solution fédérale donc ? Mais lui-même fait sienne la conclusion de Charles de Foucauld : « Si nous n'avons pas su faire des Français de ces peuples, ils nous chasseront ». De plus, il n'est pas sans savoir que les rebelles n'en veulent pas, que ce ne serait pour eux qu'une tactique, un premier pas. Parce qu'ils n'ont pas confiance, répond-il. Renvoyé d'un mur à l'autre, comme la mouche prise au piège, il est conduit à supposer de toutes nouvelles données du problème : avec un autre régime, les rebelles auraient une autre attitude. Fatigué, il n'est pas loin de lancer comme dans la fameuse histoire des dénégations successives : et puis d'abord il n'y aurait jamais eu de révolte. Impuissant à définir une solution au problème actuel, il est conduit à imaginer d'autres instances gouvernementales en France, puis encore impuissant, à imaginer un autre problème. Car enfin sa seule solution — et celle pour laquelle est en définitive écrit le livre — est le retour du Général de Gaulle. Lui aplanirait les difficultés, lui ferait renaître la confiance, lui pourrait accorder ce qu'on n'exigerait même plus de lui, lui pourrait promouvoir une solution fédérale. C'est là un pur refuge dans l'idéalisation infantile. Mais en outre n'est-on même pas sûr que ce soit là la solution du Général de Gaulle. La répression des émeutes de Kabylie au printemps 1945 n'impose pas cette interprétation, c'est le moins qu'on puisse dire. Et notre auteur écrit lui-même : « Bourguiba, patriote tunisien, demandait un jour aux Français de comprendre que les Algériens avaient bien le droit, eux aussi, d'avoir une patrie. Mais pour de Gaulle, et pour ceux de ses compagnons qui ne s'encombraient pas de complexes racistes... ou marxistes, la patrie des Algériens c'était tout bonnement la France. Exactement comme pour les Basques, les Bretons ou les Flamands... ». Voilà qui est très exactement la thèse de l'assimilation. Alors ?

Alors, il reste de tout cela une effroyable accumulation de contradictions, une effroyable confusion d'esprit. Le seul vœu ferme est celui du retour de De Gaulle. Mais ce n'est là qu'une dernière et pire confusion. Revenir avec qui, pourquoi faire ? Avec M. Claude Bourdet ou avec M. Michelet ? Personne ne le sait. Le pire fouillis s'abrite derrière le silence du vide. M. Michelet a beau parler de l'unanimité de la Résistance sur le problème algérien, il sait bien que cela est faux, et il l'avoue un peu plus loin au cours d'une nouvelle de ses perpétuelles

variations. Et puis quand cela serait, ce ne constituerait en aucune manière une garantie.

C'est là le plus affreux côté de ce livre : M. Michelet est *contre la guerre civile* d'Algérie mais il est bel et bien pour une autre guerre civile. Il a le droit de penser ce qu'il veut de *Rivarol* auquel il fait allusion sans vouloir le nommer « pour ne pas lui faire de publicité » mais ce qui est exactement horrible c'est la haine qui s'allume dans sa voix lorsqu'il évoque ceux qui n'ont pas partagé ses opinions durant la guerre, sa volonté de les déshonorer, sa rage aveugle. Si le sujet n'était si triste, il en deviendrait parfaitement risible lorsqu'il affirme, entre autres billevesées, que le fait de signer l'Armistice en 1940 était déjà reconnaître que l'Algérie n'était pas française ! ! (Ce qui ne l'empêche pas trois lignes plus loin de faire semblant d'établir une distinction entre vichyssois et gens de Paris).

En réalité toutes ces demi-vérités demi-banalités ne sont que l'expression de la molle bonté d'un homme qui veut se sentir juste et qui ne veut pas être ennuyé avec tout cela. Mais comme toutes les molles bontés affichées, celle-ci repose sur un noyau de haine, noyau dissimulé, mais bien dur et bien précis celui-là. Pour peut-être surtout naïf que soit l'auteur, l'ensemble forme un assez vilain et assez triste spectacle.

Bernard VORGE.

François MITTERRAND : « *Présence française et abandon* » (Ed. Plon).

Quelle différence de ton avec l'ouvrage de François Mitterrand ! Celui-ci nous présente une vue d'ensemble de la politique menée par la France depuis quelques années à l'égard de ses territoires d'outre-mer : Indochine, Tunisie, Maroc, pays d'Afrique Noire, politique sans cesse oscillant entre ces deux termes passionnels, *présence française, abandon.*

Il faut dire aussitôt les incontestables dons d'écrivain que l'on ne soupçonnait pas et qui se révèlent dans cet ouvrage. Un style souple, aisé, dru, plein de trouvailles, de formules qui ne sentent pas le moins du monde la recherche, lui donne une vie très rare dans les études politiques, mais surtout témoigne d'un esprit en perpétuelle alerte. Dès la première page : « Pendant les cinq années du conflit mondial, ce fut la trêve des revendications, des révoltes et même des espérances qui eussent contrarié la première d'entre elles : la victoire. » Plus loin, à propos du voyage de Carthage, cette évocation faite d'une mi-voix cruelle du Maréchal Juin, « qu'un proconsulat marocain

avait rangé aux yeux de tous parmi les tenants d'une politique de force, qui l'avait cru lui-même, et qui le crut de nouveau lorsque, avec ses bienfaits, s'estompa le souvenir de cet embarquement matinal. » Ou celle, pathétique, du Glaoui « emporté par l'orgueil de sa perte si complètement consommée. » Ou encore la supputation des pensées de Mohamed Ben Youssef rentrant d'exil : « Mais ce n'est pas le moment de méditer... Il faut se presser d'accomplir comme il convient chaque heure de cette journée qui est celle d'une Restauration. Demain, on verra. Régner sans souvenirs est sûrement plus difficile que régner sans espérances. » Devant ce souvenir du Maroc, l'on se prend à songer furtivement au Brasillach de La Conquérante. Ou enfin cet éclat, qui indique en même temps le sens du livre, contre les « profiteurs de la présence française qui condamnent la patrie dont ils se réclament à payer le prix de la haine qu'ils suscitent. » Quelque jugement que l'on porte sur l'homme politique Mitterrand, l'on se doit de saluer là une réussite d'écrivain incontestable.

La conclusion, que tire l'auteur de ce rapide survol et qu'il indique en conclusion, apparaît en effet dans cette dernière citation. Comparant le résultat des politiques de force qui ont conduit à des Dien-Bien-Phu et celui de la confiance qui a permis l'évolution de l'Afrique Noire, il se demande si les responsables des pires *abandons* n'étaient pas les vrais patriotes et si les *mainteneurs* n'ont pas tout gâché et finalement tout perdu.

Sauf au fanatique le plus endurci, ce livre ne peut que donner à réfléchir. Il n'est que trop vrai que l'on ait raté des occasions, il n'est que trop vrai que les traités de protectorat avaient été détournés de leur sens, il n'est que trop vrai que l'on a totalement oublié ou déformé le véritable esprit de Lyautey dont Mitterrand cite l'admirable discours prononcé le 14 avril 1925 à Rabat devant le Conseil de politique indigène.

Deux objections se présentent cependant. La première est que François Mitterrand construit sa démonstration comme un plaidoyer pour M. Mendès-France en face des autres parlementaires qui l'ont ensuite critiqué. Il nous explique que ceux qui lui on apporté leurs votes d'approbation ou qui, plus tard, ont mené la même politique n'ont aucune critique à lui adresser. Là on se demande seulement qui veut-il convaincre, qui reste encore à convaincre, que MM. Pinay et Edgar Faure n'ont pas là-dessus grand'chose à redire ! Lorsqu'il nous rapporte les propos de M. Pinay à La Celle-St-Cloud, identiquement les mêmes que ceux de M. Mendès-France, sa démonstration est

éclatante. Mais ce sont là querelles de parlementaires à l'intérieur d'un système moribond qui ne nous intéressent guère.

La seconde objection est qu'à prendre les choses de si haut et de si loin, on se donne en quelque sorte le bénéfice de l'évidence historique. Oui, on a tout manqué en Indochine, en Tunisie, au Maroc ; oui, les événements se sont déroulés comme cela, a-t-on envie de dire au bout du compte, et puis après ? qui prouve qu'il n'aurait pas pu en être autrement ? A aller si vite, on manque les articulations des détails, les instants où précisément le cours de l'histoire aurait peut-être pu s'infléchir. Le retour de Mohamed Ben Youssef est de ceux-là, sur lequel l'auteur doit aller très vite, mais qui ont été riches de virtualités qu'aurait pu exploiter une volonté claire.

Or M. Mitterrand est un avocat admirable qui expliquerait tout, mais à la dernière page il nous reste sur quelques points le même sentiment qu'à la première. Il ne nous semble pas que le *pari* fait à lui-même par M. Mendès-France au moment de Genève soit une bonne méthode de poser des négociations, il ne nous apparaît pas que les déclarations de M. Pinay à La Celle-Saint-Cloud ni que l'attitude de M. Edgar Faure au retour du Sultan soient d'une grande intelligence politique. C'est même le contraire qui nous paraît très évident. M. Mitterrand peut argumenter à l'infini *autour,* nous prouver que les conséquences n'auraient de toutes manières pas été très différentes... peut-être, mais ce sont pourtant ces détails qui jugent les hommes.

A vrai dire, le grand mérite de ce livre est de nous aider à réfléchir à des problèmes et à des méthodes. Nous repensons à la phrase de Jean-Marie Le Pen : « Entre Edouard Herriot et Robin des Bois, la jeunesse a toujours choisi. » Aucun gouvernement fasciste ne s'est trouvé véritablement aux prises avec des problèmes coloniaux. C'est ceux-ci qu'il faut définir en même temps qu'une politique à l'égard du monde arabe.

Bernard VORGE.

Georges OLLIVIER : « *La tradition monarchique en France et en Angleterre* ». Editions du milieu du monde.

Les lecteurs de *Défense de l'Occident* connaissent Georges Ollivier comme l'un des observateurs les mieux informés et les plus perspicaces de la vie politique américaine. Ils ont pu apprécier chaque mois depuis quelques années l'indépendance et l'objectivité de son jugement que ne déforme jamais l'idéologie ou le sectarisme et nombreux sont sans doute parmi eux ceux qui ont lu avec l'intérêt qu'il méritait, le livre qu'il y a trois ans, il consacrait à Franklin Roosevelt (4) et dont nous avions en son temps signalé l'importance.

Mais nombreux également sont ceux qui, comme nous, et la modestie de Georges Ollivier en est seule responsable, ignoraient qu'il était aussi un excellent historien des idées et des institutions, ce qu'auraient pourtant dû nous faire deviner les remarquables travaux dont leur auteur serait bien inspiré de faire la synthèse dans un prochain livre, qu'il consacre depuis tant d'années à l'idéologie maçonnique et à ses multiples incarnations politiques.

L'objectivité et la sûreté d'information dont Georges Ollivier, journaliste, témoigne dans les commentaires de l'actualité politique américaine, nous les retrouverons chez Georges Ollivier historien dans le petit livre qu'il vient de consacrer à l'évolution de la tradition monarchique en France et en Angleterre.

Monarchiste fervent et parfait angliciste Georges Ollivier était tout naturellement désigné pour retracer cette évolution si étrangement dissemblable dans les deux pays.

Dans ce petit livre où l'auteur a su résumer avec une si parfaite clarté les résultats d'une vaste érudition, ce qui frappe essentiellement c'est l'originalité de l'idée qui l'a inspiré. C'est, à notre connaissance, la première fois que l'on tente de décrire parallèlement, à grands traits et en mettant en relief seulement les faits les plus caractéristiques, l'évolution historique des monarchies anglaise et française et de leurs institutions.

Les conclusions que Georges Ollivier tire de cette étude d'histoire comparée ne sauraient surprendre de la part d'un monarchiste aussi convaincu et nul ne s'étonnera qu'il voie dans un retour à la monarchie la condition essentielle du salut national.

Nous craignons pourtant que la nouvelle monarchie française dont il essaie à grands traits simplifiés de définir l'esprit, les méthodes et les tâches dans les dernières pages de son livre ne soit assez éloignée de celle qu'instaurerait, s'il remontait sur le trône de France, le prétendant actuel assez falot héritier du libéralisme de la famille d'Orléans et dont ce n'est un secret pour personne que toutes les sympathies vont à la tendance politique incarnée par la nouvelle gauche ou la nouvelle droite comme on voudra, dont *l'Express* est l'organe.

Jacques MAYENNE.

Bryton BARRON : *Inside the Stade Department* (Comet Press Books, New-York).

La publication des archives de Yalta a causé une intense émotion dans les milieux démocratiques occidentaux : l'opinion aurait pu, en effet, se retourner d'une façon totale contre les chefs de guerre anglo-saxons si cette publication n'avait pas été abominablement tronquée et si elle avait été suivie de la parution des documents relatifs aux conférences de Téhéran et de Potsdam.

Bryton Barron, qui raconte l'histoire de cet étouffement, ne nous révèle pas le contenu des papiers enfouis dans les archives : il est lié par son serment de fonctionnaire, mais il nous dit — et c'est suggestif — comment il a été « invité » à quitter le Département d'Etat parce que, spécialement chargé de la publication des archives de Yalta, il a prétendu s'opposer à des suppressions de documents et à des méthodes de classement destinées à égarer les lecteurs.

Bryton Barron s'est toujours vu refuser l'autorisation de consulter les papiers de Roosevelt que des mains pieuses ont cependant rassemblés avec soin dans son ancienne propriété de Hyde Park devenue bibliothèque nationale. Barron n'a pas été plus heureux dans ses requêtes visant les dossiers de James Byrnes (ministre des Affaires étrangères et conseiller de Roosevelt à Yalta), ceux de Stettinius et d'Harriman (qui s'étaient prêtés aux exigences abusives des Soviets en Extrême-Orient).

Après le départ de Bryton Barron, cent pages de documents ont été retirées des épreuves d'imprimerie du livre ; elles avaient trait au couloir de Berlin, aux concessions faites en Asie et à l'attitude de Roosevelt à l'égard des Juifs et des Arabes. L'index a été modifié de façon à donner aux lecteurs superficiels l'impression que le rôle d'Alger Hiss avait été très réduit. On sait que ce personnage a été le conseiller occulte de Roosevelt à Yalta ; agent des Soviets, il a été, depuis, condamné à ce titre par les tribunaux. A Yalta, il ne devait officiellement s'occuper que de la fondation des Nations Unies. Mais son véritable rôle éclate à la lecture d'une note (certainement oubliée là par les compilateurs) avisant les fonctionnaires que toutes les propositions relatives à la rencontre des Trois Grands devaient être « remises à M. Alger Hiss avant le lundi 15 janvier... » Pour qu'il les transmette aux Soviets, sans doute. Divers documents témoignent de ses interventions à propos de l'Allemagne et de la Pologne.

Les volumes consacrés aux autres conférences devaient être publiés en quatre ans, avant la fin de 1956. Les fonds nécessaires avaient été votés par le Congrès.

Ils n'ont jamais vu le jour. Mais, comme l'a écrit Frank Hanighen à *Human Events*, les archives de Téhéran seront plus révélatrices encore que celles de Yalta parce que le Président n'avait pas alors l'excuse de la maladie et que, moins forte, la position militaire des Soviets exigeait moins d'égard.

L'étouffement de ces archives a été rendu possible par le nombre ahurissant des agents du Département d'Etat : 29.000, dont 6.900 à l'Administration centrale. La confusion des services est, dans certains cas, totale et, parmi tous les fonctionaires engagés hâtivement depuis 1940 il subsiste un nombre considérable de révolutionnaires plus ou moins déclarés.

Le chiffre de 29.000 a été contesté, mais il est facile à reconstituer lorsqu'on se donne la peine de consulter les différents chapitres du budget de 1956.

Bryton Barron a demandé au Sénat de diminuer de cinquante pour cent les crédits affectés au personnel. Il n'a jamais pu se faire entendre : le désordre favorise les libéraux et progressistes de toutes nuances qui savent que l'épuration atteindrait des annexes dont la seule raison d'être est de permettre aux Juifs et autres internationalistes de contrecarrer au besoin la politique officielle si elle leur paraît trop conservatrice.

Bryton Barron cite deux de ses annexes : l'*office of Intelligence Resarch* et le *Bureau of Economic Affairs* (qui, en 1954, pour plaire aux Soviets, a fait rayer deux cents noms de « matières stratégiques de la liste d'embargo).

En arrivant au ministère, M. Foster Dulles paraissait animé des meilleures intentions. Il a été débordé par son personnel. L'histoire des trahisons de ses prédécesseurs n'est pas près de livrer tous ses secrets.

Georges OLLIVIER.

A propos de

"Carnaval des Dieux" et "Bal des Maudits"

L'ENGRENAGE

« Cette histoire peut être de tous les temps et de tous les pays », lit-on sur l'écran après la dernière image du beau film que Richard Brooks a tiré du livre de Robert C. Ruark (1), « Le Carnaval des dieux ».

Elle nous semble surtout singulièrement proche de notre temps et de notre pays.

Nous sommes au Kenya en 1948. Peter Mac Kenzie, fils de colons britanniques, a été élevé avec Kimani, le fils du premier régisseur de l'exploitation, de race kikuyu. Ils ont partagé les luttes, les jeux et les chasses. Ils n'éprouvent aucune différence entre eux. Kimani parle l'anglais comme Peter parle le kikuyu, de toujours. Ils vivent la secrète solidarité des jeunes générations en face de l'assurance des anciens des deux races dans le commandement comme dans l'obéissance.

Mais voilà qu'un soir de chasse de cette époque d'après-guerre pleine de sourdes fermentations, un fermier voisin gifle Kimani. Et cette gifle brusquement rend le jeune indigène attentif à d'autres réalités, interrompt pour lui, en une seconde, le monde de l'enfance. Il se met à prêter l'oreille aux mystérieux mots d'ordre qui circulent, maniant jusqu'au vertige une juste aspiration, la rancune et l'ambition.

(1) La traduction française en fut publiée en 1955 aux « Presses de la Cité ».

Ce monde trouble est bien celui de la guerre civile, de la guerre civile qui va éclater avec la grande révolte Mau-Mau. Monde trouble, mais monde qui a ses lois maintenant connues : aussitôt tous les camps sont en place, avec l'engrenage qui happe les volontés. Les Mau-Mau étranglent, étripent et mutilent ; les colons qui ont perdu des leurs parlent d'extermination. Kimani, devenu un des chefs de la révolte, se demande parfois pourquoi tous ces meurtres, alors qu'il a en même temps perdu un grand nombre de ses raisons de combattre : il espérait un monde plus clair, et les plus obscures superstitions remontent autour de lui avec le goût du sang le plus primitif. Peter tente en vain de le rencontrer, mais trahi par le désir de vengeance des siens, il aura peut-être aggravé les rancunes réciproques et ne pourra finalement que recueillir le fils de l'ami d'enfance dont il aura involontairement provoqué la mort.

Que chaque spectateur français, devant un tel film, pense à l'Algérie, cela est bien évident. Que ce soit un beau film, plein de noblesse et de franchise, cela est tout aussi clair. Ce qui paraît plus étonnant, ce sont les réactions de certains critiques, tel M. Morvan Lebesque, qui *triomphent* devant ce film comme s'il s'agissait de *leur* vérité. Car enfin personne ne conteste l'exactitude d'une telle description. La discussion ne commence que lorsqu'il s'agit de la solution à y apporter. Or, c'est précisément la grande vérité tragique du film d'illustrer l'absence de toute solution évidente.

Il y a des modérés et des ultras dans les deux camps ? Certes, mais ce n'est pas là le problème. Ce que ne veut pas voir M. Morvan Lebesque, c'est que le vrai sujet du film est le *terrorisme* et que le propre du terrorisme est précisément de viser à paralyser l'action des modérés. Losqu'un colon proclame son désir d'exterminer les indigènes, chacun frémit... Mais ce colon a vu éventrer sa femme sous ses yeux ! La torture est affreuse... mais ce que ne veut pas voir Jean-Paul Sartre est qu'elle n'est pas seulement le résultat d'un combat anonyme mais qu'elle est expressément *voulue* par le terrorisme.

C'est la vis sans fin — qui dégrade également les raisons de combattre. M. Morvan Lebesque, dans une irrépressible déformation des faits, expose ainsi le thème du film : « *Nous leur avons* pris *leur terre, leur religion, leur âme et nous ne leur avons rien donné d'équivalent* ». Ce n'est pas faux, mais en vérité, c'est l'envers de cette formule qui donne le thème du film comme l'indique le proverbe africain qui sert d'épigraphe au roman : « *L'homme qui* abandonne *sa façon traditionnelle de vivre et rejette ses anciennes coutumes, fera bien de s'assurer, d'abord, qu'il a pour les remplacer quelque chose de même valeur.* » On voit la différence : combien plus subtil et plus digne est le proverbe africain !

C'est là un des aspects les plus intéressants du film que l'illustration de ce déracinement des sociétés africaines et de l'exploitation de la nostalgie des anciennes croyances en des formes envilies par le terrorisme. « *Mélangez et pervertissez toutes les anciennes cérémonies et vous obtenez les serments d'initiation Mau-Mau* » écrit Ruark.

C'est la mascarade, c'est le Carnaval des dieux qui, au nom d'une abstraite frénésie nationaliste, en vient même à priver le peuple de sa vraie tradition nationale.

Lorsque Kimani, pris entre deux mondes, qui a voulu monter à une plus claire conscience, souffre de retomber plus bas par la forme même du combat qui lui est imposée, c'est l'exacte analyse qu'a menée Germaine Tillion à propos de la société algérienne privée de ses valeurs. Entre la Tradition et l'Occident mécaniste, il y a un heurt — heurt que vivent aussi dans une certaine mesure les Européens — heurt autrement intime que ne le peuvent comprendre les *bigots* de leur propre petite définition de la liberté, trop hâtifs à triompher.

Quelle est la solution ? Il n'y a qu'à partir, clame aussitôt Jean-Paul Sartre sans vouloir comprendre qu'on lui criera en réponse : il n'y a qu'à vaincre, selon cette

psychologie de guerre infirme, aux solutions hurlées que personne n'entend.

En vérité, il ne s'agit pas de ce que les Européens ont pris aux Africains — car ils ont apporté beaucoup — mais de ce que les Africains ont pris à tort aux Européens et de ce que les Européens ont eux-mêmes perdu. C'est là le vrai problème — au-delà des idéologies et de l'engrenage imbécile et tragique du terrorisme — que symbolise dans ce film l'entente rêvée des jeunes générations.

∴

Le problème sérieux étant bien celui de l'engrenage qui inverse les difficultés, qui d'un phénomène difficile à imaginer à froid, comme la guerre, fait un phénomène possible d'abord puis difficile à arrêter, on se trouve confondu des dithyrambes qui, à travers toute la presse, saluent les *audaces* de M. Dmytryk dans son dernier film « Le bal des maudits ». Lorsqu'on lit du réalisateur de « Crossfire » et de « Donnez-nous aujourd'hui » qu'*il développe comme une malédiction sur toutes les images de la guerre*, que *les combats sont pour lui ce qu'ils sont, d'affreuses mêlées où le gangstérisme universel se déchaîne*, l'on ne peut s'empêcher de penser que ce sont surtout là de terribles banalités, si ce n'est une vilaine petite démagogie. Car encore une fois des horreurs de la guerre, qui doute sérieusement... en temps de paix ? Sa réalité la plus tragique naît précisément de ce que jamais de telles pensées n'ont pu l'empêcher d'éclater et qu'une fois déchaînée les seules *idées* ne peuvent plus rien du tout pour influer sur son cours.

Mais une seconde surprise nous attend à l'intérieur : ce n'est pas là le moins du monde le thème du film !

Nous nous attendons à un développement sur l'absurdité de la guerre et la condition humaine et nous nous trouvons plutôt en face de la continuation de la fameuse série des « Pourquoi nous combattons » de Frank Capra ; c'est, treize ans après, « Pourquoi nous avons combattu ». Une guerre est absurde, oui, mais pas l'autre du tout... !

Disons-le tout de suite, c'est sur un certain plan, celui de la réalisation et de l'habileté psychologique, un très grand film. A l'inverse des œuvres construites sur la rencontre de deux êtres marchant l'un vers l'autre à travers les hasards du monde, celle-ci repose sur la séparation, sur la brisure d'un possible par des forces mille fois plus puissantes. A la Saint-Sylvestre 1938, un jeune allemand et une jeune américaine se rencontrent dans une station bavaroise. Ils vont aller l'un vers l'autre, mais déjà s'interposent entre eux les forces qui doivent se déchaîner l'année suivante et enflammer les continents. C'est ensuite la fresque des six années de guerre : nous sommes tour à tour à Paris, à Berlin, à Londres, en Afrique, à New-York, nous assistons à la débâcle en France, à la guerre de Rommel, à la mobilisation américaine, au bombardement de Londres, nous voyons Berlin dans la victoire et Berlin dans les ruines. Ce n'est pas une œuvre romanesque : de la fugitive rencontre de neige, il ne reste rien. Peut-être a-t-elle été totalement oubliée sous la cruauté de l'histoire lorsqu'au détour d'une route, au cœur même de l'Allemagne vaincue, le fiancé de la jeune américaine abat d'une balle le jeune allemand, au moment où celui-ci vient de comprendre qu'il a tout souffert en vain.

L'ensemble de la fresque est d'une puissance de réalisation digne des plus grandes œuvres de l'écran : l'attaque de l'Afrika-Korps, l'hôpital où gisent les blessés allemands, les ruines de Berlin, les derniers combats en Allemagne, toutes ces scènes sont écrites d'une ligne tendue qui ne laisse pas place à la moindre hésitation. Il y apparaît en outre un véritable sens épique à la mesure de cet affrontement aux scènes diverses dont le théâtre est le monde.

Si l'on considère les détails, la qualité est la même. Tous les petits apartés psychologiques qui se déroulent comme dans les coins, en marge du grand drame, rendent à merveille cet aspect des vies individuelles, coincées dans une aventure qui les dépasse, que l'on connaît dans les époques de grande tension collective. Il faut dire aussi que Marlon Brando est exactement prodigieux d'inventions de détails, imprévisibles, à l'image de la vie : la scène de la rencontre à Berlin avec la femme de son capitaine est digne du plus grand Stroheim.

La fresque est ainsi admirable si on la saisit dans son ensemble en une vue cavalière, elle l'est encore si on s'en approche brusquement et que l'on considère en elle-même chaque scène qui la compose. D'où provient donc l'insatisfaction que l'on ressent ? Elle naît précisément à mi-distance, ni trop près ni trop loin, à cette distance où l'on peut véritablement étudier le sens d'une œuvre, elle naît du rapport du détail à l'ensemble.

Dans l'entremèlement méthodique des chapitres, le film repose sur un exact parallélisme : la guerre allemande, la guerre américaine. Dans les deux camps les personnages se répondent : celui qui *épouse* la guerre, celui qui la fait par devoir, celui qui préfère ne pas la faire, les femmes. Mais le rôle réciproque de ces différents personnages n'est pas le même à l'intérieur de chaque camp, il est même précisément inverse. Toute l'évolution qui nous est contée conduit le soldat américain qui refusait la guerre à l'accepter, tandis qu'elle mène l'allemand qui y consentait par devoir à la refuser. C'est donc un premier mensonge que de nous présenter l'absurdité de la guerre comme le thème du film, ce sont bien au contraire les raisons de combattre de certains qui nous sont exposées. Mais il y a plus grave que cette *thèse* somme toute acceptable, il y a d'autres mensonges, la mauvaise foi des détails. Des deux femmes américaines présentées, l'une est une admirable petite Pénélope qui attend son mari au foyer, l'encourage doucement et veille sur sa progéniture, l'autre est une gracieuse et jolie citoyenne de l'Union qui fait fermement honte à son fiancé de ne pas aller se bat-

tre ; la femme allemande, elle, est une parfaite garce qui ne songe qu'à trahir son mari tandis qu'il se bat d'abord, tandis qu'il agonise, défiguré, sur un lit d'hôpital ensuite. Cela donne bien le ton du film. C'est en général dans les personnages féminins qu'un auteur se trahit le plus volontiers : il a trahi ici sa volonté de propagande, d'une part, le fait que les Américains s'identifiaient plus que tous autres à leur guerre, d'autre part. Il y a bien sûr quelques défauts de l'armée américaine qui sont dénoncés pour la fausse symétrie... ainsi l'antisémitisme de certains cadres ! Mais c'est pour voir bientôt un colonel-gâteau arriver tel la police montée des westerns et châtier cet antisémitisme d'un seul, qui s'exerce à l'encontre du véritable héros du film, vrai yiddish-papa à la fois bon fils et bon époux, doux, fort, généreux et conscient, en un mot américain.

En face de cela l'on ne trouve dans le camp adverse qu'officier qui ne veut pas se battre et officier qui sur son lit d'hôpital ne songe qu'à faire une nouvelle carrière politique en se servant de la beauté de sa femme. Le mieux que l'on y puisse trouver est, chez le héros de ce camp adverse, la lente découverte de la sottise de se battre.

A la lumière de l'ensemble, la justesse de chaque détail vacille, qui avait paru si vrai pris isolement. Jusqu'à la composition de Marlon Brando, admirable en elle-même : cet officier allemand, beau ténébreux qui se sent lui-même dans le moindre mouvement de ses lèvres, à qui est refusée comme par nature la moindre conscience collective, d'entrée de jeu fausse les cartes.

C'est au reste là sans doute l'aspect le plus terrible du film : non pas l'horreur de la guerre en elle-même (car il est à noter — fait caractéristique des films de propagande — que non seulement aucun des héros américains ne meurt mais même qu'on ne voit aucun mort américain), mais la fatalité qui pèse sur le peuple allemand. Car enfin l'on nous avoue involontairement au passage qu'un jeune allemand cultivé et d'esprit ouvert pouvait mettre en 1938 un espoir *humain* en Adolf Hitler (scène du soir de la Saint-Sylvestre en

Bavière), croire à l'Europe unie et à la paix rétablie en 1942 (scène avec Françoise à Paris) et tout ignorer des camps de concentration en 1945 (scène de son arrivée au camp). Aucune espérance ne leur est cependant laissée : faute de pouvoir et de vouloir distinguer entre le régime et le peuple, on les fait à la fois méchants et bêtes. Ils ne peuvent pas se battre sans être cruels ou dupes, ils ne peuvent pas ne pas se battre sans être lâches et profiteurs (tel le camarade du héros). Et en plus ils sont cocus, parce que leurs femmes ne croient pas à leur combat ! Aucun n'a le droit de se battre pour défendre l'existence de sa nation.

Cette suppression de la liberté, présentée comme une donnée historique, finit par donner un sentiment d'étouffement et même de laideur. Il manque à ce film un certain tremblement indispensable à l'œuvre d'art. Jamais l'on devine cet instant, que l'on voit dans « Le pont de la rivière Kwaï » et dans « Le Carnaval des dieux », cet instant *où tout aurait pu changer* indispensable même à l'Histoire, surtout lorsqu'elle est romancée. Or, lorsque l'allemand explique à la jeune femme française que lui aussi espère voir la paix rétablie et que celle-ci lui répond d'un ton définitif que « la paix, c'est avant tout la fin de la guerre », on peut penser que cette petite dame est plus sotte qu'autre chose, mais l'on peut aussi comprendre cette terrible assurance que la seule paix possible est la sienne comme le début et le principe du fanatisme.

Une autre scène est plus significative encore, celle du début. La jeune américaine est attirée par son camarade allemand, ils se connaissent, ils ont fait du sport ensemble, ils s'entendent bien, leurs corps mêmes éprouvent de la sympathie l'un pour l'autre. Et parce que, dans la salle où ils se trouvent, sans que le jeune allemand y participe, l'on a évoqué le Régime et son chef au passage de l'année nouvelle, elle s'écarte de lui, le repousse, prise d'horreur sacrée. Il faut le dire : une telle scène est effrayante. Si le totalitarisme n'est pas là, où est-il ? C'est précisément ce refus du dialogue

qui est une des plus grandes causes de guerres. Cette petite puritaine américaine s'enlaidit brusquement d'une triste passion idéologique qui lui fait oublier les corps et refuser la liberté même d'évoluer. A force de vouloir trop prouver, il semble que la liberté ait fini par changer de camp.

On peut discuter les fondements de ce patriotisme américain, l'on ne peut pas ne pas reconnaître sa puissance, sa cohérence, son assurance. On peut aussi envier une société si certaine de ses valeurs. Mais on doit certainement s'étonner de ce que des Français, souvent si enclins à critiquer l'Amérique, saluent comme un film inconditionnellement pacifiste cette parfaite expression d'un patriotisme américain qui place certaines valeurs au-dessus de la paix elle-même.

Il convient d'ajouter un mot : le spectacle s'achève avec un court métrage américain sur les sous-marins et les sous-mariniers ; l'on y parle de l'*orgueil sacré* de cette arme d'élite et le film s'achève sur le lancement, au milieu d'une floraison de drapeaux et des hurrah des enfants des écoles, du premier sous-marin atomique américain. Décidément non, tous les militaires ne sont pas également condamnables !

Bernard VORGE.

Yves JEANNE

Lettre d'Algérie

L'ARMEE porte-t-elle seule la responsabilité du bombardement de Sakiet Sidi Youssef, ou bien, certains ministres ont-ils été mis au courant de l'action envisagée et l'ont-ils approuvée — et, parmi eux, comme le bruit en court à Alger, M. Robert Lacoste, « chambré » par quelques officiers lors de son voyage dans l'Est algérien ? — La question continuera d'être posée longtemps et les réponses varieront selon l'appartenance politique de ceux qui les formuleront. Certains, en rejetant la responsabilité de l'affaire sur les seuls militaires, y verront prétexte à de nouvelles attaques contre une force qu'ils estiment être un dernier obstacle à l'asservissement de la Nation, voulu par eux ; d'autres y décéleront une manœuvre gouvernementale pour ruiner une opération « payante » au départ et ne pas laisser à l'armée le bénéfice de cette « victoire ».

Mais le problème est ainsi mal posé. Ce qu'il convient de dire, c'est que, civils ou militaires, ou les deux conjointement, les responsables de Sakiet ont commis une erreur. Avaient-ils des excuses ? Nos officiers nous dit-on étaient las d'« «encaisser » toujours sans pouvoir jamais riposter et la colère l'a emporté. Ce sont là arguments sentimentaux, propres à remonter le moral des foules sensibles à la note cocardière ; il convient de savoir si la France et ceux qui, à Paris, à Alger ou aux frontières, la représentent peuvent se permettre de faire la politique de leurs nerfs ?

En d'autres termes, Sakiet avait-il son utilité ? Non, dans la mesure où ce ne pouvait être un coup d'arrêt. Et, de toute évidence, ce ne pouvait l'être du moment où il s'agissait *d'une action locale* limitée dans le temps et dans l'espace. Le bombardement du 8 février, pour porter ses fruits, eut dû s'acccompagner d'un franchissement de la frontière par nos troupes, de

l'envoi d'une escadre dans les eaux de la nouvelle République, du parachutage de nos soldats sur différents points du territoire adverse afin d'appuyer l'action des éléments français encore stationnés en Tunisie, en un mot, d'une action totale et concertée en vue, sinon d'une reconquête de l'ex-protectorat, du moins d'une capitulation sans conditions de M. Bourguiba.

Mais cela, *le Gouvernement ne le voulait pas et, l'eut-il voulu, qu'il n'aurait pu, dans la conjoncture internationale actuelle. entreprendre une pareille opération.* La France de 1958 n'est plus celle de Louis XIV, de l'An II ou de Napoléon ; réduite à elle-même, elle ne peut pratiquement rien, pas plus, d'ailleurs, que les autres nations européennes, placées dans le même cas et, comme elle, réduites à subir la volonté de l'un ou l'autre des deux « Grands ». Or, ni les U.S.A., ni l'U R.S.S. ne sont décidés à nous laisser les mains libres en Afrique du Nord : ceci est une évidence *palpable,* contre laquelle nous ne pouvons rien ; certains milieux nationaux auraient intérêt à s'en persuader.

Sans être à l'origine d'une opération d'une telle importance, sans s'accompagner d'une campagne généralisée, Sakiet eut pû être payant dans la mesure où notre riposte se fût inscrite dans une série d'actions du même genre, précédant et suivant, éventuellement, l'affaire elle-même. Sakiet aurait eu d'incontestables résultats si notre Gouvernement avait affirmé autrement qu'en paroles sa volonté formelle de répondre à des actes de guerre par d'autres actes de guerre, d'exercer partout où il serait nécessaire ce « droit de poursuite » que lui reconnait le Code international, si, à chaque incursion des bandes fellagah cantonnées en Tunisie, avait répondu un coup de main de nos troupes en territoire tunisien, contre des objectifs tunisiens.

Mais cela notre Gouvernement ne le voulait pas davantage, non cette fois par crainte de complications internationales, mais seulement parce que toute politique de force est contraire à ses principes.

Dès lors Sakiet ne pouvait nous mener qu'aux pires déboires ; bombarder un village tunisien à la suite d'un tir de D.C.A. contre nos appareils, mais quelques semaines plus tôt, rester l'arme au pied dans le temps où, à notre barbe, des rebelles appuyés par des éléments de l'armée régulière tunisienne, pénètrent en Algérie, massacrant nos hommes et en enlevant d'autres, relève d'une grande incohérence. Une telle politique nous ridiculise aux yeux du monde et nos adversaires arabes en

tirent de nouvelles raisons de manifester leur insolence. L'on tente de nous persuader que M. Bourguiba a peur, mais M. Bourguiba répond au bombardement de Sakiet en bloquant dans leurs casernes les troupes françaises de Tunisie, en immobilisant notre flotte, dans le port de Bizerte, en fermant nos consulats, en expulsant nos colons Nos soldats et nos marins réduits à l'impuissance, notre pays bafoué, voila les seuls résultats obtenus ; on ne peut raisonnablement penser que les chefs militaires qui ont ordonné la riposte du 8 février aient voulu cela. Quant aux chefs civils ?

Quelles sont pour eux les conséquences de Sakiet ?

M. Lacoste, en est revalorisé. Sa cote, en baisse sensible depuis les provocations policières du 11 novembre, est remontée d'autant. Il faut compter, en effet, avec le caractère « méditerranéen » des foules algéroises, promptes à s'échauffer mais aussi prêtes à tirer gloriole d'un événement jugé heureux sur le moment ; à Alger, Sakiet a été exploité comme une victoire d'un grand prix, capable à elle seule de briser la superbe du « dictateur » Bourguiba, et les « cocorico » indécents de nos speakers en ont été écoutés avec d'autant plus de ferveur ; M. Lacoste qui avait dit-on autorisé l'opération en devient le seul bénéficiaire ; il peut, dès lors, exploiter ce regain de popularité en faveur de l'application de la Loi Cadre.

Yves JEANNE.

Le Gérant : Jacques POILLOT.

Imprimerie Maurice MIDOL, Montargis (Loiret)
N° d'impression : 327. Dépôt légal : 2e trimestre 1958.